

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

**Director : DEM. I. DOBRESCU**  
Președintele Uniunii Avocaților din România

## COMITETUL DE REDACȚIE :

**TR. ALEXANDRESCU**  
Avocat, Direct. Contenc. B-cel  
G-le a Țărei Românești

**ALEX. CERBAN**  
Profesor la Facultatea  
de Drept, București

**IOSEF G. COHEN**  
Avocat  
membru Cons. legislativ

**GR. CONDURATU**  
Fost Conseilier la C. de Apel  
București, Avocat

**RÉNÉ DEMOGUE**  
Profesor la Facultatea  
de Drept din Paris

**V. LONGOROZ**  
Dr. în Drept din Buc.  
Avocat

**ALFRED JUVARA**  
Dr. în Drept din Paris  
Avocat

**D. NEGULESCU**  
Profesor la Facultatea  
de Drept, București

**I. GR. PERIȚEANU**  
Avocat

**C. SIPSOM**  
Profesor la Facultatea  
de Drept, București

**C. STOEANOVICI**  
Dr. în Drept din Paris  
Avocat

**GR. TRANCU-LĂȘI**  
Fost Ministru al Muncii  
Avocat

**P. VASILESCU**  
Dr. în Drept din Paris  
Avocat

**AL. VELESCU**  
Dr. în Drept din Buc.  
Avocat

**ALBERT WAHL**  
Profesor la Facultatea  
de Drept din Paris

*Secretar de Redacție : E. C. DECUSARA, Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticeii Judiciare*

*Membrii corespondenți pentru Paris : EDOUARD LÉVY și SILVIU KRAINIC, D-ri în Drept, Avocați, Paris*

## ABONAMENTUL

Un an p.B-ci, Case Com. și Autorit. 1000 lei  
" Avocați . . . . . 600 "  
" Magistrați . . . . . 500 "  
6 luni prețul de sus pe jumătate

## APARE ODATĂ PE SĂPTĂMANĂ

In lunile Iulie și August  
apare odată la 2 săptămâni

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

## Redacția și Administrația

București, Ardei, 5 și Rahovei, 5  
Lângă Palatul Justiției

TELEFON 13/29

TABLA DE MATERII a „Curierului Judiciar” terminându-se de lucrat s’a pus sub presă și până la 18 cor. va fi complet tipărită. Prețul cu care se va pune în vânzare va fi de 80 lei ca și Tabla „Jurisprudenței Generale”, care de asemenea s’a pus în lucrare. Se va adăuga 5 lei pentru costul poștal recomandat.

Plata abonamentelor rugăm a ni se face prin mandat, notându-se pe eotor: „pentru plata abon. la . . . . . partida No. . . . .

## S U M A R

- De la preuve à exiger de celui qui veut négocier un titre au porteur, par Mr. le professeur René Demogue ;
- Plățile în monedă străină, de d. Prof. D. Găleşescu-Pyk. JURISPRUDENȚĂ.
- Curtea de Casație, s. I : Banca d Scont cu Const. Furculescu și alții. (Legea agrară. Cum se lichidează o creanță ipotecară care garantează un cont curent ? Cum se distribue renta față cu creanțele găsite în ființă sau chiar dacă unele au fost radiate și trecute asupra porțiunii de moșie rămasă expropriatului ? Art. 75 l. agrară), cu o Notă de d-l avocat Trajan Alexandrescu ;
- Idem : Nemeth Lascu cu Răducanu Vasiliu. (Chirii. Competință. Acte și alte probe de fapt invocate de chiriaș pentru a dovedi, în stabilirea competenței, că chiria plătită de el este mai mare. Nediscutarea lor. Omission esențială), cu o Notă de Iper.

## De la preuve à exiger de celui qui veut négocier un titre au porteur

Dans notre vie moderne, les contrats peuvent se passer ou s'exécuter de deux manières assez différentes. Dans certains cas, les conventions sont conclues avec des personnes dont l'identité et la qualité pour agir sont soigneusement contrôlés. C'est ainsi, qu'en France lorsqu'un acte est reçu par un notaire, la loi du 25 ventose an XI (art. 11) dit que „Le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus des notaires ou leur être attestés dans

l'acte par deux personnes majeures connues d'eux, sachant signer”.

En sens inverse, dans notre civilisation active, où beaucoup de contrats se passent très rapidement, souvent au moment de leur conclusion ou de leur exécution on ne prend aucune mesure pour s'assurer de l'identité du contractant et plus tard pour vérifier si celui qui vient demander l'exécution du contrat est bien celui avec qui l'on a contracté ou s'il tient bien ses droits de ce dernier. Quand une personne loue des places pour un spectacle, prend un billet de chemin de fer, l'écrit qu'on lui donne pour constater le paiement de sa part ne porte aucun nom. Celui qui en est porteur sera admis à profiter du contrat sans qu'on vérifie s'il tient ses droits du contractant primitif. Il semble même que les tribunaux n'ont jamais eu à résoudre la question de savoir si, en admettant le premier venu qui présente le billet à réclamer l'exécution du contrat, le directeur de l'établissement de spectacle ou la Compagnie de transport encourt une responsabilité envers le propriétaire du billet qui a été illégalement déposé. La rapidité avec laquelle s'exécute la convention emporte cette conséquence que l'Administration d'un théâtre ne peut vérifier qu'une chose : chaque spectateur qui se présente est-il porteur d'un billet. Le nombre de billets à contrôler en peu de temps fait que celui qui retient une place sait avoir affaire avec une organisation fonctionnant dans des conditions spéciales : vite et de façon approximative. Et ceci est admissible s'agissant de contrats qui, chacun considérés isolément, portent sur une somme relativement faible. Ainsi des considérations pratiques tendent à faire fonctionner ce contrat dans les conditions spéciales que nous venons d'indiquer.



En est-il de même lorsque des titres au porteur sont présentés à un banquier pour la négociation ? Une question analogue peut se présenter lorsqu'un banquier reçoit des titres pour une de ces opérations courantes : mise d'une nouvelle feuille de coupons, échange de titres provisoires contre des titres définitifs, estampillage de titres pour remboursement total ou partiel du capital, division des titres en des titres nouveaux de moindre valeur, etc. Il nous semblerait que cette seconde difficulté comporte la même solution.

La première question paraît s'être seule présentée en jurisprudence. Elle se subdivise en réalité dans l'examen de deux difficultés. Le banquier ou l'agent de change auquel on remet des titres en lui demandant de les négocier doit-il demander à son client des preuves de son droit de propriété sur ces titres ? Doit-il du moins s'assurer de l'identité de son client ?

Une problème identique se subdivisant de la même façon se présente lorsque le détenteur du titre au porteur au lieu d'aller chez un banquier ou un autre intermédiaire pour la vente va personnellement à l'établissement débiteur et demande soit le remboursement d'une obligation sortie au tirage au sort, soit le remboursement total ou partiel d'une action qui a été ordonné par l'Assemblée des actionnaires à l'aide des bénéfices réalisés.

Avant d'examiner ces questions, nous faisons cette remarque préalable que nous nous plaçons au cas où le titre au porteur n'a été l'objet au préalable d'aucune opposition à la chambre syndicale des agents de change conformément à la loi française du 15 juin 1872 sur les titres perdus ou volés (1). Non seulement en vertu de l'art 12 de cette loi toute négociation postérieure à l'opposition est nulle, mais on peut admettre qu'elle est fautive et cela entraîne la responsabilité de l'intermédiaire qui a participé à la négociation. La question comporte une solution analogue en droit roumain en vertu de la loi du 18 janvier 1883 (Annuaire de législation étrangère 1883 p. 701). On peut tirer argument, semble-t-il, de l'art 21 qui déclare nulle toute vente, échange de titres effectuée postérieurement à la publication de l'opposition. De plus la solution est donnée expressément dans l'art. 22.

L'obligation de s'assurer de la propriété de titres aux mains du porteur n'est imposée en France par aucun texte et il ne semble pas non plus qu'elle le soit en Roumanie. Peut-elle se déduire de principes généraux : et j'entends par là non pas des règles

générales purement abstraites dont il n'y a plus qu'à déduire les conséquences par la méthode déductive, mais plutôt ces règles assez souples qui se dégagent de l'appréciation des intérêts en présence.

La cour de cassation lorsque la question lui fut soumise pour la première fois (Chambre civile, 5 juin 1872 Sir. 1872. 1. 157) évita de se prononcer, l'arrêt attaqué ayant rendu une décision par ailleurs justifiée. Mais les cours d'appel avaient déjà jugé la question. La cour de Paris (6 juin 1864. Sir. 1864. 2. 282), avait considéré comme une faute le fait de négliger de prendre ou de faire prendre des renseignements sur la provenance des valeurs et la légitimité de leur possession. Peu après, dans la décision maintenue le 5 juin 1872, la cour de Paris (23 novembre 1869. Sir. 1872. 1. 157) reproduisait la même solution. Mais le tribunal de la Seine ayant reproduit une troisième fois cette manière de voir le 5 avril 1889, la décision fut cassée par la cour de cassation (Chambre civile, 25 mars 1891 Sir. 1891. 1. 469). „Le fait unique par le banquier de n'avoir pas en l'absence de toute circonstance de nature à éveiller les soupçons exigé de L. son vendeur la justification de son droit de propriété ne présente pas le caractère d'une faute dont ledit établissement puisse être déclaré responsable“.

Déjà deux arrêts de cours d'appel s'étaient prononcés en ce sens (Rouen 12 mars 1873. Sir. 1873. 2. 80.—Douai 25 déc. 1875. Sir. 1877. 2. 171). Ils ont donné de cette solution deux motifs qui ne se trouvent pas dans la décision de la Cour suprême et qui méritent d'être retenus. Le premier est que le titre au porteur perdrait son caractère propre et sa raison d'être si sa négociation était soumise à des vérifications préalables qui ne permettraient pas de les réaliser à présentation. En effet le titre au porteur a été adopté dans la pratique et admis par la loi parce qu'il permet des négociations rapides.

Peu importe que cette rapidité des opérations comporte certaines malfaçons. Il y a à cela un intérêt important.

Les propriétaires de titres au porteur ne conservent pas toujours leurs bordereaux d'achats, ils peuvent n'en pas avoir. Il y a un autre motif plus général. Les titres au porteur sont des meubles dont on est présumé propriétaire dès qu'on les possède. Nul n'est tenu de demander à qui les offre la justification de son droit.

En effet un intermédiaire quelconque qui est chargé de vendre des marchandises n'est pas tenu de demander à celui qui lui donne mandat de justifier sa propriété. On peut ajouter à cela une raison d'analogie. L'art. 1240 c. civ. (analogue à l'art. 1097 Roumain) dit que le paiement fait au possesseur de la créance libère le débiteur. Il faut en conclure que l'établissement débiteur auquel on présente une o-

1) La question ne manque pas d'intérêt pratique. Car le propriétaire du titre peut apercevoir de la dépossession longtemps après. Par exemple un dépositaire en qui il avait toute confiance a vendu ses titres. Il ne connaîtra le fait que le jour où il demandera la restitution.



Obligation au porteur soumise au remboursement se libère vis-à-vis du véritable propriétaire de ce titre en payant le porteur qui le lui présente. Faut-il considérer ce texte comme exceptionnel, de telle sorte que l'on ferait une distinction entre ces deux cas: l'établissement débiteur qui paye le porteur, et le banquier qui négocie le titre. Faudrait-il aller jusqu'à obliger le banquier qui reçoit des titres pour les faire rembourser à s'assurer de leur origine? Nous ne croyons pas qu'il faille entrer dans ces distinctions parce que la pratique exige qu'en matière mobilière, pour les meubles corporels et incorporels on tienne pour propriétaire celui qui se comporte comme tel.

Mais la cour de cassation a elle-même relevé qu'il n'en serait ainsi qu'en l'absence de circonstances de nature à éveiller les soupçons. Il se peut que le titre soit présenté par une personne dont la situation de fortune apparente soit hors de proportion avec l'importance des valeurs qu'elle présente à négocier. Cette décision paraît assez satisfaisante pour l'esprit. Entre l'intérêt du propriétaire à n'être pas dépouillé et l'obligation qu'on va imposer à l'intermédiaire de contrôler l'origine des titres d'une personne suspecte, il est tentant de considérer le premier. Toutefois, il faut observer que l'obligation imposée appelle quelque attention. Le client qui se présente au banquier peut avoir commis un acte illicite de deux manières. Dans certains cas, il aura violé un contrat: ce sera un dépositaire qui vendra les valeurs à lui déposées. Dans d'autres cas, il sera simplement l'auteur d'un délit.

Le banquier va être rendu responsable comme complice de la violation d'un contrat ou comme complice d'un délit. Cette notion de complicité en matière civile appelle quelque précision, car elle n'est pas exactement la même que celle de la complicité pénale. Celle-ci d'après les criminalistes (v. Garraud, *Traité du droit pénal*, 3-e éd., III, no. 926, 929 et 732.—Garçon, *Code pénal annoté*, art. 59-60, no. 348 et suiv.) consiste dans la conscience de commettre les faits constitutifs de la complicité sachant qu'on s'associe à un acte délictueux. Il faut agir en vue du délit.

Au contraire, en matière civile cette complicité peut résulter de fait plus nombreux. Elle peut résulter de la simple acceptation d'un contrat en connaissance de cause, même sans démarches pour solliciter ce contrat qui lèse les droits d'un tiers (Besançon 13 novembre 1911 *Gazette du Palais* 1912. 8 février analysé dans la *Revue trimestrielle de droit civil* 1912 p. 167).

Ici la jurisprudence fait un pas de plus: elle admet la responsabilité du banquier qui évidemment ne sait pas que tel titre est la propriété d'un autre que ce lui qui le donne à vendre, uniquement parce qu'il peut soupçonner que ce titre est la propriété d'un tiers.

Si on généralise cette formule, il faudra dire que c'est être complice de la violation d'un contrat que d'aider à le violer dans le cas où il y avait aux yeux de la personne incriminée assez de probabilités qu'il y avait contrat.

Mais la responsabilité du banquier a ceci de spécial: il est plutôt responsable pour ne pas avoir demandé la preuve de la propriété. L'effet n'en sera pas moins le même que dans les cas ordinaires: le banquier répondra du préjudice causé au propriétaire. On pourra seulement hésiter pour savoir s'il y a ici la solidarité admise entre le tiers complice de la violation d'un contrat et le contractant même, solidarité qui a été acceptée (v. Pierre Hugueney. *Responsabilité du tiers complice de la violation d'un contrat* p. 240).

De la preuve de la propriété du titre il faut distinguer la preuve de l'identité du porteur: preuve qui suppose qu'on obtient de lui les renseignements permettant de la retrouver: c'est-à-dire son nom et son domicile.

La solution se trouve donnée quant à l'obligation de l'exiger par la loi roumaine du 18 janvier 1883 dont l'art. 19 porte que „les agents de change et maisons de banque sont obligés d'inscrire sur leurs registres: b) les noms, domiciles et professions des personnes avec lesquelles ils traitent“ et ce sous peine d'une amende et de dommages intérêts envers les intéressés. Il n'en est pas de même en France et la jurisprudence est assez incertaine sur le point de savoir si le banquier doit s'assurer de l'identité du vendeur (v. pour la négative trib. de la Seine 17 juin 1924, *Gaz. Tribunaux* 19-20 septembre 1924. — trib. Seine 4 juin 1885. La Loi 6 octobre 1885. contr. Paris 10 novembre 1857. S. 1858. 2. 661. — Paris 23 janvier 1890 le Droit 2 mars 1890).

Ces questions de propriété et d'identité du porteur se présentent dans un autre cas que la pratique a fait naître et qui n'est pas moins important.

Quand un titre est à personne dénommée, normalement la personne elle-même doit le présenter au débiteur et lui remettre une quittance de ce qu'elle reçoit, ou bien elle peut se faire représenter par un mandataire. Ce sera au débiteur avant de payer à s'assurer qu'il y a bien mandat, soit en contrôlant la signature du mandant, soit de toute autre manière.

Mais il arrive souvent que le créancier emploie un moyen plus rapide pour se substituer un tiers. Il enverra à sa place une personne munie d'un reçu signé de lui et celle-ci se fera remettre la somme due ou s'il y a créance à personne dénommée et comportant un acquit, le titulaire du titre signera cet acquit.

Cela pourra arriver pour un chèque que l'on fera toucher par un employé, pour une lettre donnant avis de l'arrivée de colis dans une gare. Cette pra-



tique peut amener ce résultat qu'un tiers s'étant emparé de ce titre contenant libération par le créancier il se présente chez le débiteur qui le paie ou lui remettre les colis sans autre formalité. Est-il pour cela libéré lorsqu'il ne s'est assuré ni de l'origine du titre entre les mains du détenteur, ni de l'identité de celui-ci? La question n'est pas visée par les textes. On peut cependant faire cette première observation qui la rapproche en fait de la précédente. Le titre dénommé portant la signature du créancier peut en fait circuler comme un titre au porteur. Le destinataire de marchandises qui les a vendues peut en remettant la lettre d'avis signée permettre à son acheteur d'obtenir livraison. De même le chèque acquitté pourra circuler comme un titre au porteur. Il n'y a sans doute là qu'un rapprochement incomplet. Le créancier reste tenu envers le débiteur en ce sens que si par erreur le débiteur avait livré un autre colis ou payé plus qu'il ne devait, le créancier dénommé dans le titre pourrait seul être actionné en répétition.

Mais on peut tout au moins tirer des circonstances cette règle: c'est que comme au cas de vente de titre au porteur, si certains faits doivent éveiller les soupçons du débiteur il est en faute de ne pas demander de justifications. Autrement, aucune justification n'est requise. C'est d'ailleurs ce qu'a admis la cour de cassation (Chambre civile 24 juin 1901. Sir. 1903. 1. 239). Il n'y a pas responsabilité „si le jugement ne relève aucune circonstance de nature à établir que la Compagnie ait pu supposer que B. n'aurait pas reçu mandat du destinataire de prendre livraison“. Cependant nous admettrions assez volontiers qu'en pareil cas la responsabilité du débiteur qui paie doit être atténuée, car le créancier a employé un moyen dangereux pour se faire remplace. Il y a une faute à ne pas constituer un mandataire même par une simple lettre.

Le débiteur peut-il être responsable pour n'avoir pas demandé au détenteur du titre de justifier au moins de son identité? On admet, en pratique, que la Compagnie nantie d'une décharge régulière n'est pas tenue en l'absence de toute disposition réglementaire lui imposant cette mesure de vérifier l'identité de la personne qui se présente pour retirer les marchandises de la gare (Cass. ch. des requêtes 17 juillet 1924, Gaz. Palais 1924. 2. 457). L'argumentation n'est pas absolument probante, car une personne peut avoir d'autres obligations que celles prévues par les règlements. Il serait plus exact de dire que le titulaire du droit commet une imprudence en signant par avance un titre. Mais d'autre part la Compagnie est particulièrement négligente si elle ne demande pas une simple preuve d'identité à une personne qu'elle a des raisons de soupçonner de n'être pas l'employé ou le mandataire du destinataire. Les mêmes solutions devraient être appliquées

à un banquier auquel une personne présente un chèque tout acquitté. Nous supposons bien entendu que la signature est véritablement celle du dernier endossataire. En ce cas le tiré commet une faute si le détenteur n'étant pas connu de lui comme employé du signataire de l'acquit il paie entre ces mains. Et on ne pourrait objecter que le détenteur du chèque est devenu possesseur de la créance: car le titre n'est pas devenu un titre au porteur et en le présentant signé par un autre, il reconnaît la précarité du droit qu'il exerce à l'égard du tiré.

Nos conclusions aboutissent donc en cas de silence des textes à admettre assez facilement qu'une personne doit, dans certaines circonstances, exiger la preuve de l'identité d'une autre. Et, en effet, il y a là une preuve simple qui n'a rien d'incompatible avec les exigences d'opérations rapides.

R. DÉMOGUE

Professeur de droit civil à la  
Faculté de droit de Paris

## Plățile în monedă straină

Chestiunea este încă de o arzătoare actualitate.

Cum ea prezintă o deosebită importanță din punct de vedere practic, ne vom ocupa și noi de ea, încercând a da o sinteză a soluțiilor diverse propuse întru rezolvarea ei, atât la noi cât și aiurea — și în special în Italia.

În tratarea ei nu vom avea în vedere decât dispozițiunile din codul comercial.

E un fapt în deobște cunoscut că în timpul eului mediu, datorită multiplelor diviziuni teritoriale, erau uzitate în circulație mari cantități de monede ce variau dela un stat la altul, dela o cetate la alta.

Monedele erau uneori alterate, falsificate. Valoarea lor intrinsecă nu corespundea cu aceea pe care ar fi trebuit să o aibe în realitate. Ele nu conțineau cantitatea de metal ce realmente trebuiau să cuprindă, așa că nu puteau fi considerate „*justi boni ponderis*“.

Datorită acestei împrejurări părțile contractante prevedeau uneori, prin convențiile intervenite între ele, că plata se va face numai în anumită monedă determinată, a căreia valabilitate era bine stabilită, și care, datorită acestei împrejurări, era socotită ca quasi internațională, circula de la un Stat la altul.

În acest caz debitorul nu se putea elibera decât în moneda fixată de părți prin contract. *Debitor debeat solvere in moneta praecisa in qua est obligatus*.

S'a admis, cu timpul, printr-o derogare dela stricta interpretare a convenției părților că, atunci când e greu de găsit și de procurat moneda prevăzută în contract, debitorul să se poată elibera, plătind în moneda țării sale pe cursul schimbului în ziua în locul scadenței: „*Valeat se liberare solvendo in aequivalenti*“.

Această facultate s'a acordat la început debitorului numai în contractele de drept comun.

Ea s'a extins în urmă în materia specială a dreptului cambiar.



Voința părților ca debitorul să se achite în moneda contractuală, nu-și mai găsește aplicația decât atunci când ele au stipulat în mod expres că plata trebuie să se efectueze în mod efectiv în moneda fixată de ele.

În acest caz interesul creditorului de a fi plătit în moneda prevăzută, era manifestată în mod evident, și excludea posibilitatea de a se acorda debitorului dreptul de a se elibera printr-o monedă diferită, în aceea națională.

Aceste soluțiuni, prin evoluție, în decursul vremurilor, au îmbrățișat următoarea formulă, în legislația italiană, prin art. 228 din Codul Comercial din 1865 :

„Cambia trebuie achitată cu moneda indicată în ea.

Dacă moneda arătată nu are curs legal sau comercial în regat, sau dacă cursul nu a fost arătat în titlu, plata se va face în moneda țării după cursul zilei scadenței, în locul plății sau în lipsa acestuia în acela al pieței celei mai apropiate“.

Prin Codul Comercial din 1882, dispozițiunea care era specială titlurilor cambiale a devenit generală, a fost aplicată tuturor obligațiilor comerciale prin art. 39, cu o mică modificare.

Articolul 228 nu prevedea dreptul pentru părțile contractante de a deroga dela dispozițiunile sale. Această posibilitate le-a fost acordată în actualul cod prin art. 39.

Articolului 39 cod. com. italian îi corespunde art. 41 din codul nostru de comerț, care e astfel redactat.

„Când moneda arătată într'un contract are curs legal sau comercial în țară, și când cursul ei n'a fost determinat de însăși părțile, plata va putea fi făcută în moneda țării după cursul ce va avea schimbul la vedere în ziua scadenței și la locul plății : iar când în acea localitate nu ar fi un curs al schimbului, după cursul pieței celei mai apropiate, afară numai dacă contractul nu poartă clauza „efectiv“, sau o alta asemenea“.

În timpurile normale, când diferența de curs de la o monedă la alta, era de minimă importanță, interpretarea acestui articol a fost puțin cam neglijată de doctrinari.

Abia în epoca războiului, și mai ales în aceea post-belică, din cauza fluctuațiilor importante și nesfârșite ale schimbului, atât la noi, dar mai ales în Italia, el a făcut obiectul unei preocupări deosebite din partea juriștilor și a jurisprudenței.

Redactarea sa necompletă a dat naștere la o serie de dificultăți, cu ocazia rezolvării chestiunilor practice ce se prezentau.

Articolul 41 c. com. se ocupă de o singură ipoteză și anume aceea în care moneda stipulată de părți prin contract nu are nici curs legal, nici comercial.

Ce se va întâmpla însă în cazul în care moneda prevăzută de părți îndeplinește una sau cealaltă dintre condiții se bucură de vre-una dintre aceste calificative ? Care va fi soluția ce trebuie adoptată ? Se va putea susține, bazându-ne pe textul legii, că debitorul va fi obligat să se elibereze în mod efectiv în moneda fixată, trăgându-se în acest sens un argument „per a contrario“ din el ?

Pentru tranșarea acestei chestiuni, incontestabil că se impune elucidarea alteia primordiale, și anume, ce se înțelege prin monedă cu curs legal sau comercial ?

Cursul legal este acela fixat odată pentru tot-

deauna pentru tranzacțiunile comerciale. El este absolut invariabil.

La noi, în baza legii din 22 Aprilie 1867, care înființează noul și actualul sistem monetar conform art. 7 modificat la 17 Martie 1890, nu se bucură de curs legal de cât monedele de aur străine fabricate după sistemul monetar zecimal, și care au același titlu și dimensiuni ca și monedele române.

Toate aceste monede trebuiesc primite la casele publice pe valoarea lor nominală.

Tot prin art. 7, al aceleiași legi se prevede că celelalte monede de aur se vor primi în plată după un tarif ce se va stabili de lege.

Pentru unele dintre ele tariful a și fost fixat prin legile din 16 Aprilie 1886 și 16 Mai 1889, care dispun astfel :

- a) 20 mărci valorează lei 24 bani 70.
- b) 5 lire turcești valorează lei 113 bani 50.
- c) 5 ruble valorează lei 20 bani 50.
- d) 1 liră sterlină valorează lei 22 bani 52.

Prin urmare, nu numai aceste monede arătate în mod expres de legiuitor se bucură de un curs legal, ci toate monedele de aur din sistemul monetar zecimal ce au un curs legal al pari cu moneda română.

Dar ce se înțelege prin curs comercial ?

După un sistem o monedă are curs comercial atunci când constituie obiectul unor continue contractări pe piață, așa în cât devine un instrument de plată în concurență cu moneda națională (1).

Acest sistem, deși îmbrățișat de o parte din jurisprudența italiană, a rămas izolat.

Conform unei păreri, mai în general admisă, o monedă poate fi considerată că are curs comercial atunci când e negociată în mod obișnuit (2).

Prin urmare nu e necesar ca să fie tot atât de răspândită ca și moneda națională.

A se susține primul sistem înseamnă a se admite ipoteza existenței unei situații de fapt imposibil de realizat din punct de vedere practic, aceea că ea se bucură de o atare difuziune, în cât e întrebuințată în mod normal în concurență cu moneda acelei stat.

Nici chiar monedele străine ce au un curs legal, nu sunt uzitate în circulație, în tranzacțiile dintre părți, atât de des în cât să se poată ajunge la această situație ca ele să facă concurență monedelor naționale.

Indiciul că o monedă este întrebuințată în mod obișnuit în contractele intervenite între părți într'un Stat oarecare, e cotarea sa la bursă.

În adevăr e constant și de necontestat acest lucru, că o monedă, ca și un titlu numai atunci e cotată la bursă când converg asupra ei cererile și ofertele celor ce au nevoie de ea pentru a face față afacerilor ce au încheiat.

Bursa este locul unde se adună acei ce fac operațiuni, negocieri asupra valorilor de orice natură, iar rezultatele tranzacțiilor sunt constatate prin listele oficiale ce ne arată cota. Cotele nu sunt decât indicațiunile numerice ale prețurilor maxime și minime între care a evoluat cursul titlurilor sau cursul schimbului monedelor.

Ei bine, chiar în aceste ipoteze nu se poate sus-

1) Corte de Cas. de Firenze, 9 Iunie 1923, Foro, it. 1923, I, 796.

2) C. C. Arion. Notă. Pand. Rom. 1921 p. 3, Borsari, Coment., III, p. 881; Vivante, Coment., IV p. 74; Bolaffio, Coment., I, p. 141; Pagani, Coment., I, 204.



ține că întrucât moneda are un curs legal sau comercial, nu s'ar admite ca plata să fie efectuată în moneda națională (3).

În adevăr, conform principiilor generale, care e situația atunci când moneda e privită de părți sub aspectul său de instrument universal de schimb?

De asemenea, care e soluția când ele au avut-o în vedere numai pentru capacitatea sa de dobândire și în funcțiune ca atare, sau au considerat-o pentru valoarea simbolică pe care i-o atribuie întrebuințarea sa în comerț, indiferent de aceea intrinsecă?

Debitorul are posibilitatea de a se elibera de datoria sa în orice valoare diferită de aceea prevăzută în contract.

Creditorul accepta în plată orice valută, bine înțeles în proporția de a reprezintă echivalentul acesteia indicată prin contract, după cursul schimbului între cele două valori.

„Domina o regulă suverană care în sinteză se poate reduce la formula „universalitatea monezii“, ceea ce înseamnă că debitorul are dreptul a satisface datoria sa în orice valoare, fie chiar deosebită de aceea pe care convenția părților, raportul obligatoriu, l'a luat drept măsură a datoriei“ (4).

Acest principiu este impus de un uz multiseclar și quasi universal.

Dacă se compară acest principiu cu dispozițiunile art. 41, ar părea că acestea sunt contrarii lui.

Precizându-se că plata poate fi făcută în moneda națională, dacă moneda indicată prin contract nu are curs legal sau comercial, ar reeși că el prescrie că în cazul contrar, în care moneda are curs comercial, plata nu poate fi efectuată decât în moneda prevăzută.

Dar e posibil acest lucru? De sigur că nu.

Concluzia această ar fi contrară funcțiunii economice a monezii — care, cum am văzut, ne conduce la o soluție cu desăvârșire opusă.

Dacă s'ar admite această părere ar însemna a se nega monezii calitatea de instrument universal de schimb și a se concepe că ea nu-și păstrează această însușire decât în raporturile interne ale Statului care a emis-o.

Numai indicarea acestui rezultat ar fi suficientă pentru a ne face să înlăturăm o atare interpretare a art. 41 C. Com. Sunt însă și alte argumente ce se pot invoca în sprijinul acestei soluții.

Art. 41 C. Com. nu s'a ocupat decât de monedele ce nu au curs legal sau comercial, pentru un motiv foarte simplu.

Ar fi fost anormal ca, pentru monede ce în mod obișnuit se schimbă între ele întru cât au curs legal sau comercial, să intervină legiuitorul și să permită

ceea ce e acordat de un obicei general și de însăși funcțiunea normală a monedei.

În plus, nu ar fi fost de conceput ca, fără existența acestui principiu general aplicabil tuturor monedelor, o lege comercială a unui Stat — indiferent care, română sau italiană — să fi putut permite debitorului a plăti în moneda națională și să impună creditorului din alt Stat de a o primi, atunci când moneda convențională nu ar fi avut curs legal sau comercial. Ar fi însemnat a se da în acest chip acestei dispozițiuni legale o forță imperativă internațională, ce nu s'ar fi putut obține altminteri de cât printr-o convențiune internațională.

Articolul 41 nu are de scop de a acorda facultatea de a se efectua plata în moneda națională. Nu el concede acest drept de înlocuire a monedelor. Uzul și principiile generale de drept o permit, precum am văzut.

Dacă aceasta ar fi fost funcțiunea sa, rațiunea-i de a fi, nu ar mai fi existat. El ar fi putut fi eliminat ca absolut inutil.

De asemenea, dacă s'ar admite această părere ce are în sprijinul său talentul și puterea de argumentare a lui Vivante, în mod logic și normal s'ar pune întrebară — la ce mai servește clauza „efectiv“ sau o alta analoagă, prevăzută în ultima parte a art. 41 C. Com., — dacă scopul, pentru realizarea căruia ele sunt utilizate, ar putea fi ajuns fără a mai fi necesară o atare clauză?

S'ar reduce rolul lor numai pentru ipoteza în care monedele nu au curs comercial, adică pentru acele ce sunt prea rar întrebuințate și care fac obiectul unui schimb puțin favorabil?

E cert că nu, căci acestea nu prezintă nici un interes pentru creditor de a le obține și a le poseda în patrimoniul său.

Deci debitorul se poate achita oricând în moneda națională.

Deci atunci care e rostul art. 41 C. Com.?

El are de scop A PRECIZA MODUL ÎN CARE SE VA FACE ECHIVALAREA, în ipoteza în care moneda contractuală nu are curs legal sau comercial.

În acest caz plata se va efectua în moneda națională după cursul schimbului la vedere în locul plății.

Cu alte cuvinte debitorul nu se achită în moneda convențională, nici nu pune la dispoziția creditorului său suma ce ar fi necesară pentru a și-o procura pe piața locului plății în ziua scadenței, ci valoarea unei cambii plătită la vedere pe piața care regulează cursul țării căreia aparține moneda contractuală.

Aceasta va fi — Madridul pentru pesetas, Atena pentru drahme, Constantinopole pentru piaștrii, — variind localitatea după felul monedei stipulată de părți.

Legiuitorul a înțeles prin urmare să se refere la conceptul clasic al schimbului indirect sau tras și la originara funcțiune economică a cambiei, de mome-dă fiduciară internațională.

În celălalt caz în care chestiunea de o monedă cu curs legal, echivalarea se va face conform raportului stabilit de legiuitor; iar în ipoteza în care e vorba de o monedă cu curs comercial, raportul e obținut prin cursul constat de listele bursei, deci ținându-se seama de fluctuațiunile schimbului material.

Prin formula întrebuințată legiuitorul denotă că

3) Guidi. Notă. Le prestazione pecuniarie e il corso del Cambio, Dir. e prat. com. 1923 p. 56; Bolaffio, Coment. p. 136-137; Pagani, Coment. al art. 39.

Contră: Cas. Rom. s. III-a, 2 Mai 1923, Curierul judiciar 1923 p. 505; Cas. Rom. 17 Noembrie 1920, Pand. Rom. 1921. I. 1.; Trib. Ilfov s. II-a com. Dreptul, 1921 p. 220; Mateiescu, Plata datorilor comerciale în monedă străină. Curierul judiciar 1921 p. 637; I. Cohen, Executarea hotărârilor în monedă străină Curierul judiciar 1922 p. 150.

În Italia. Vivante. Trattato t. IV. No. 1563; Calandra Giurispr. Tor. 1922, p. 650; Cobiانchi, Questioni sul pagamento in moneta estera e in tema di cambi, Riv. del. dir. com. 1922 II. p. 67.

4) Guidi, op și loc. cit.



a avut deplină cunoștință de economia politică, făcând deosebire între cele două feluri de schimb, cel tras sau indirect și cel manual.

Bolaffio, care nu se lăsa influențat în interpretarea art. 41 C. com. (39 C. com. italian) numai de litera sa, este de aceeași părere, că (5), „indicația prin contract a monedei străine în lipsa unui pact special trebuie să fie luată în sensul unei concrete determinațiuni a sumei datorată ce urmează a fi echivalată în monedă națională. Când deci debitorul nu preferă a plăti datoria, cum are facultatea, în moneda străină indicată, trebuie să se libereze în moneda legală națională cu o sumă care să corespundă prin echivalare sumei indicată în moneda străină, indiferent dacă aceasta are sau nu curs comercial“.

Fără îndoială că această dispozițiune nu se aplică în două ipoteze bine determinate de însăși art. 41 C. com.

Părțile pot prevedea prin contract cursul schimbului, alegând normele cele mai variate pentru stabilirea sa, cum de altminteri se poate vedea din actele zilnice ale vieții practice.

În acest caz se va ține seama de voința lor, de manifestarea ei, ce are putere de lege între părțile contractante.

De asemenea ele pot stipula prin contract că plata trebuie să se facă în moneda aleasă de părți.

Această voință a părților se va evidenția prin întrebuințarea, de lângă moneda contractuală, a clauzei „efectiv“ sau alta echivalentă.

În acest caz părțile au avut în vedere felul particular de monedă, care dobândește o așa importanță pentru ele, încât nu mai e posibil pentru debitor să se elibereze în moneda națională. Moneda nu încetează de a fi socotită de părți ca mijloc de plată pentru a deveni o simplă marfă, cum s'a pretins de unii juriști.

Ea își păstrează calitatea sa obișnuită de instrument de plată.

În acest sens se pronunță și Mancini în lucrările preparatorii ale Codului comercial italian, stabilind că pactul „efectiv“ sau altul echivalent „obligă pe debitor nu la plata unei cantități sau sume de bani de orice fel, ci de o specie determinată“ (6).

Conform formulei întrebuințată de art. 41 C. com., plata se va face în moneda națională după cursul schimbului la vedere la scadența și la locul plății.

Care este sensul acestei dispozițiuni?

Când plata se efectuează în mod normal la scadență, nu se ridică nici o discuțiune. Când însă debitorul se achită cu întârziere, se pune chestiunea care e cursul schimbului ce se va ține în seamă — acel din ziua scadenței sau din momentul plății efective?

Spre deosebire de jurisprudența care, ținând seama de litera articolului, impunea cursul schimbului din ziua scadenței, chiar în cazurile de întârziere în plată (7), doctrina susține că art. 41 C. com. nu-și mai găsește aplicarea în caz de achitare anormală peste termenul prevăzut în contract.

În acești ultimi 3—4 ani situația s'a modificat.

Parte din jurisprudență și-a schimbat pe neașteptate soluția, adoptând părerea susținută de doctrinari, iar doctrina s'a împărțit în două tabere — diametral opuse.

Puternice argumente au fost invocate și de o parte și de alta întru susținerea soluțiunilor propuse.

Interpretarea strict obiectivă a art. 41 C. com. nu ne poate duce decât la prima soluție conform unui prim sistem (8).

Textul legii „cursul schimbului la vedere din ziua scadenței“ opune un obstacol insurmontabil pentru o altă interpretare.

Cuvântului „scadență“ nu i se poate da o semnificație deosebită de aceea obișnuită, înțelegându-se prin el epoca „plății“.

Nu e chestiunea de două cuvinte sau concepte echivalente care pot fi întrebuințate unul în locul altuia. Ele au înțelesuri cu totul deosebite, așa că ar trebui să se probeze cu argumente de pură exegeză că în acel articol legiuitorul, printr-o eroare, a trecut în lege cuvântul „scadență“ în loc de „plată“, săvârșind un „lapsus calami“, ceea ce nu e posibil.

În sprijinul acestei păreri se poate trage un argument și din geneza art. 41 C. com. rom. Articolul 41 C. com. rom. corespunde art. 39 C. com. it., care derivă în linie directă din art. 228 din codul comercial din anul 1865. Acesta se referă, e cert, numai la materia cambiilor, dar prescrie că echivalarea schimbului trebuie să se facă la scadență.

Articolul 39 și deci și 41 C. com. rom. nu au făcut decât să generalizeze această dispoziție, aplicând-o tuturor obligațiilor comerciale.

Ea e confirmată de lucrările preparatorii ale Codului de comerț din 1882 în partea relativă la art. 43 din proiectul definitiv, corespunzător actualului art. 39 C. com. it. (41 C. rom. rom.), în care se vorbește de scadență și nu de epoca plății.

E drept că o concepție deosebită a fost enunțată și adoptată în relațiunea lui Mancini. Conform părerii sale în regulă generală trebuie să se recunoască debitorului facultatea de a plăti în monedaării după cursul schimbului la vedere în ziua și locul plății.

Dar e elementar că nu se poate acorda nici o valoare părerii unuia dintre codificatori, dacă nu se poate stabili că opinia sa a fost adoptată, a trecut în lege, așa precum s'a întâmplat în cazul de față.

În codicele nostru de comerț, în alte articole referitoare la materii analoage e indicată ca dată pentru determinarea daunelor nu ziua plății, ci aceea a scadenței (430 și 460 C. com. rom.; 405 și 435 C. com. it.). Asigurătorul trebuie să despăgubească de daunele întâmplătoare după valoarea ce aveau lucrurile asigurate în timpul sinistrului, ceea ce însem-

8) Cas. Firenze 9 Iunie 1923. Foro. it. 1923. I. 796; Cort. Cas. del Regno 12 Ianuar 1924, La Corte di Cas. 1924, p. 17; Ap. Torino, 21 April 1922, Dir. e prat. com. 1922, II p. 255; p. 17; Ap. Torino, 21 April 1922, Dir. e prat. com. 1922, III p. 255; Trib. Milano, 19 Iulie 1921, monit. Trib. p. 33; Alexandro Montani, Foro. it. 1924. I. 791; Botturi, monit. Trib. 1925, 123; Mazzone Riv. dir. com. 1922. I. 170; Galluppi, Riv. dir. com. 1922. 2. 189; Ramella, Dir. com. 1922 II, 655; Pirella Cipo. Monit. dei Trib. 1922, 50; Tallachini, Riv. dir. civ. 1923, 128; Persico, Dir. com. 1922. I. 189; Pacchioni, Apunti critici sui pagamenti di debiti convenuti in moneta estera, Dir. com. 1923, I. 1. e seq.

5) Bolaffio, Op. și loc. cit.

6) Castagnola e Gianzano, I, 268.

7) Ap. Venezia 9 Mart. 1916, Riv. dir. com. 1916 II 565; Cas. Firenze 17 Iulie 1916, Foro it. 1916. I. 1433.

Contra: Bolaffio, Comentario No. 209.



nează că, dacă după această dată, prin variațiuni ale valorii mărfurilor sau monedelor, asiguratul nu poate să se acopere în ziua plății de efectivă valoare a lucrurilor asigurate, daunele — adică diferența de preț — va fi suportată de el și nu de asigurător.

Deci regula cuprinsă în art. 41 C. com. rom. (39 C. com. it.) nu e o dispozițiune specială particulară, ci aplicarea unui principiu general ce servește legiuitorului drept criteriu directiv în rezolvarea tuturor cazurilor identice.

Art. 41 C. com. prevede cazul obișnuit, sau pentru a adopta o formulă întrebuintată de autorii italieni, acel „fisiologico del pagamento a scadenza”.

Dar în cazul contrar care poate fi soluția? Art. 1088 c. civ. (1231 c. civ. ital.) reglementează această chestiune, precizând că, în lipsă de dispozițiuni speciale în obligațiunile care au de obiect o sumă de bani, daunele ce sunt pricinuite prin întârzierea aducerii lor la îndeplinire constau numai în plăți de dobânzi legale — afară de dispozițiunile speciale relative la comerț.

Intrucât însă, nu există în întreg codul comercial nici o regulă particulară care să se ocupe de acest caz de întârziere în executarea obligațiunilor ce au de obiect o sumă de bani, urmează a se conchide că, chiar în obligațiile comerciale, debitorul în întârziere e ținut numai la plata de interese legale.

Dacă acesta ar fi condamnat a plăti o sumă mai mare, vreun supliment, calculându-se diferența de curs dintre ziua scadenței și aceea a plății, ar însemna a se pune în sarcina sa o obligație ce s'ar baza pe o evidentă călcare a textului legal.

Incontestabil că soluția dată e riguroasă, dar ea e exactă și strictă „secundum legem”.

Numai în ipoteza în care părțile au *considerat moneda în mod expres prin convențiunea lor ca o marfă și nu ca un mijloc de stingere a obligațiunilor*, art. 1088 c. civ. (1231 c. civ. it.) nu-și mai găsește aplicarea. În această ipoteză specială intră în funcțiune dispozițiunile cuprinse în art. 1081, 1084 și 1085 c. civ. (1225, 1228, 1229 c. civ. it.) iar daunele sunt determinate și acordate conform normelor stabilite de ele.

Sistemul arătat nu numai că nu e legal, dar e și inechitabil — conform celei de-a doua păreri (9).

În materie de obligații, negocii juridici, își găsește aplicarea un principiu general, acela că trebuie să existe o justă, dacă nu perfectă, echivalență economică între prestațiile creditorului și ale debitorului, ca un omagiu adus formulei „*aliud pro alio solvi non potest*”.

Acest principiu, ca și vointa legiuitorului manifestată prin art. 41 C. com. impun, fără posibilitate de îndoială, debitorului să achite în moneda națională echivalentul exact al sumei datorată în mo-

nedă străină — indiferent de fluctuațiile survenite în cursul schimbului.

Art. 49 se ocupă de cazul normal, de acela al plății la scadență.

Numai în această ipoteză este posibilă interpretarea sa ad litteram. În cea de-a doua situație, atunci când plata se va face cu întârziere, ea nu mai este plauzibilă, căci ar însemna ca litera legii să ucidă spiritul său, și grație ei creditorul — în caz de variație în cursul schimbului — să sufere o pierdere, iar debitorul să realizeze un beneficiu.

În adevăr, la adăpostul acestei teorii, creditorul va rămâne la bunul plac al debitorului de a-și achita sau nu la termen datoria, căci acesta nu riscă nimic. Dacă valoarea monedei prevăzută în contract se micșorează, el realizează beneficii, iar dacă se mărește — cursul schimbului înrăutățindu-se, contra sa nu există nici o sancțiune, căci ceea ce va fi obligat a plăti ca daune, în baza art. 1088 c. civ. rom. (1231 c. civ. it.) nu va reprezenta adesea decât o sumă neînsemnată față de deprecierea reală a monezii.

Ambele aceste situații ar fi nejustificate ca o urmărire a neplății datoriei la scadență.

Debitorul trebuie deci să se achite ținând seamă de cursul schimbului în epoca plății.

Aceeași soluție este dată problemului și în Germania de unde s'a luat această dispozițiune.

În Germania, după multe ezitațiuni și schimbări, ce se pot urmări cu ușurință în lucrările preparatorii, legea schimbului, Wechsel Ordnung, din anul 1848 introduce regula ce a trecut în urmă în toate legislațiunile succesive :

„Dacă cambia indică o specie care nu are curs în locul plății, se poate face plata în moneda țării după valcarea pe care moneda cambială o are în epoca scadenței, afară de cazul în care trăgătorul, uzând de cuvintele „efectiv” sau altele similare, a dispus, expres, plata în speța indicată în cambie”.

În codicele german din 1861 acest articol a fost reproduș fără nici o schimbare, extinzându-se dispozițiunea la întreg capitolul obligațiunilor comerciale.

Dispozițiunea inspirată de o concepțiune exactă a funcțiunii monezii în contractele internaționale s'a impus și în dreptul civil.

Codicele civil german dispune prin § 244 :

„Plata unei datorii de o sumă de bani, indicată în moneda străină, se poate efectua în moneda imperiului, afară numai dacă plata în moneda străină nu e stipulată în mod expres ca obligatorie.

Plata se va face după cursul schimbului, în ziua și locul plății”.

Cu toate că această nouă dispozițiune nu e în esența sa diferită de aceea fixată de H. G. B. din anul 1861, ea introduce o destul de gravă modificare a acesteia.

După promulgarea codului din 1861, iscându-se o serie de procese monetare „coupons prozesse”, au fost puse pe tapet o serie de chestiuni referitoare la plata datoriiilor în moneda străină. Cu ocazia o parte din doctrină și jurisprudență au stabilit că, pentru efectuarea schimbului, trebuie să se aibe în vedere cursul acestuia din ziua plății și nu a scadenței.

Ținând seama de această interpretare ce se da vechii formule, prin articolul 244 introdus în codul civil, se consacra în mod oficial această soluție.

Art. 1088 c. civ. rom. (1231 c. civ. it.) nu-și găsește

9) Ascoli, Riv. dir. civ. 1920. 404; Ascarelli, I debiti in moneta estera e l'art. 39 c. com., Riv. dir. com. 1923. I. 444; Vitali, Sul pagamento di debiti convenuti in moneta estera, Dir. com. 1923. II. 103; Guidi, Notă, Dir. e prat. com. 1922 p. 221; Parrella, Foro it. 1923. I. 796.

Ap. Genova, 3 Iulie 1919, Riv. dir. civ. 1920. 404; Idem, 19 Mart. 1921, Dir. e prat. com. 1922. p. 255; Ap. Milano 25 Febr. 1921, Monit. Trib. 565; Cas. Torino 13 Dec. 1921, Dir. e prat. com. 1922 p. 222; Idem 9 Mai 1923, Monit. Trib. 1923. 51; Idem 1 Aug. 1923, Temi Genov. 1923. 321; Cas. del Regno 19 Iunie 1924, Foro it. 1924. I. 790. In acelaș sens, Cas. Rom. III, 6 Oct. 1922 Curierul judiciar 1922 p. 699.



aplicarea în acest caz, căci nu se referă decât la obligațiunile care au drept obiect prestarea unei sume de bani direct în monedă națională, și nu la cazul special în care moneda indicată în contract ar fi străină. De asemenea acest articol prevede numai cazul daunelor derivând din întârzierea în îndeplinirea obligațiunilor și nu acelea rezultând din neîndeplinirea lor.

Incontestabil că soluția definitivă a acestor controverse nu se poate da decât printr-o modificare a textului, așa precum se procede prin noul proiect de cod comercial italian.

Prin art. 434, substituit actualului art. 39, se dispune că dacă moneda indicată într-un contract nu are curs legal în regat, sau dacă cursul nu a fost stabilit de părți, plata poate fi efectuată în moneda națională — după cursul schimbului la vedere, în locul scadenței, sau dacă acolo nu există un curs al schimbului după acel al pieței celei mai apropiate. Dacă ziua plății nu e aceea a scadenței, schimbul se va efectua după cursul din ziua scadenței, debitorul fiind însă obligat la plata de dobânzi pentru întârziere și la daune din cauza diferenței cursului.

Prin el se elimină deci fraza „dacă moneda nu are curs comercial” din actualul articol, ce producea îndoială dacă pentru monedele cele mai întrebuințate, având curs comercial, plata se poate efectua în moneda națională și se hotărăște cum se va face plata în caz de întârziere în efectuarea sa.

Fără îndoială că prin daunele acordate de autorii noului proiect trebuie să se înțeleagă diferența dintre cursul schimbului la scadență și acel al plății.

Terminăm acest articol manifestându-ne o părere de rău. În studierea acestei chestiuni, ca și în multe altele, am întâlnit puține personalități juridice care să fi contribuit la rezolvarea ei la noi.

François Geny, în prefața ce însoțește destul de recenta lucrare a lui Perreaut, „Technique de la jurisprudence en droit privé”, își manifestă satisfacția că la elaborarea jurisprudenței franceze a colaborat toată lumea juridică prin note critice a articolelor legii și a interpretării lor.

„Avocați, magistrați, profesori și practicieni de toate ordinele au colaborat în mod simultan la această operă. De multă vreme profesorii au luat o parte preponderantă la ea. Unii au dobândit în acest gen „une maîtrise remarquable”.

Efectul s'a resimțit în mod larg în învățământul dreptului, devenit mai concret, în doctrină — astfel mai mult apropiată de viață”.

Nu același lucru se poate spune la noi. Afară de vechia falangă a juriștilor doctrinari și de câteva fericite excepții dintre cei noi, marea majoritate a tinerilor universitari e străină de acest ordin de preocupări, de și poate ar fi cea mai chemată a făuri o atare operă.

D. GALEȘESCU-PYK

Decembrie 1924.

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

Audiența dela 9 Iulie 1924

Președinția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Banca de Scont cu Const. Furculescu și alții

Decizia No. 1322

Legea agrară. Creianță ipotecară garantând un cont curent. Se lichidează după normele din art. 75 din lege. Legea agrară. Creianțe ipotecare. Renta se distribuie proporțional cu toate creianțele găsite

în ființă, chiar dacă unele au fost radiate sau trecute asupra porțiunii de moșie rămasă expropriatului.

1. Cu privire la ipotecile constituite asupra moșilor expropriate prin cari se garantează împrumuturi deschise prin cont curent, cari prin efectul legii au devenit exigibile la 15 Decembrie 1918, se aplică tot normele de lichidare din art. 75 legea agrară, aceasta cu atât mai mult, cu cât o asemenea ipotecă fiind un accesoriu al contractului de cont curent nu constituie o creianță deosebită pentru sumele datorite ulterior decretului lege de expropriere pentru a i se aplica alte norme de lichidare.

2. Din întreaga economie a legii agrare și din disp. art. 75 lege, rezultă că, renta ca și numerariul decurgând din expropriere, trebuie distribuită între creditori, proporțional cu creianța lor, fără ca debitorul, în înțelegere cu unii din acești creditori, să poată în mod direct sau indirect, să-i avantajeze pe aceștia în dauna celorlalți; deci radierea unei ipotecă, în urma achitării în numerar a creianței creditorului sau trecerea ipotecii asupra părții expropriate, nu poate obliga pe ceilalți creditori a primi rentă peste partea lor proporțională.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l Cons. Gr. Ștefănescu, de d-l av. Valeriu Sandu, pentru recurentă și pe d-nii av. Raiciu și Aurel Iorgulescu-Văleni, pentru intimată și

Deliberând,

Asupra recursului introdus de Banca de Scont a României în contra sentinței No. 45 din 924 a Trib. Teleorman S. I-a dată în proces cu Const. Furculescu ș. a.

Văzând motivul întâin de recurs astfel formulat:

„Exces de putere, rea interpretare a art. 4 decret-lege 3681-918, a art. 3 decret-lege No. 3697-918 și a art. 73, 75 și 76 din legea agrară, violarea art. 370-375 c. com. și a principiilor contractului de cont curent și a textelor de lege și principiilor privitoare la garanția ipotecară.

„Datoria D-lor Constantin Ionescu Furculescu și Nicolae Ionescu Furculescu la Banca de Scont a României decurge dintr-un contract de cont curent.

„Prin art. 4, din decretul-lege No. 3681-918 și art. 3 din decret lege 3697-918 și art. 2 și 3 din legea agrară, porțiunea expropriată din moșile supuse exproprierii se declară indisponibilă dela 15 Decembrie 1918 când ele trec prin efectul legii în proprietatea Statului.

„Pe de altă parte, contractul de cont curent este un contract succesiv, care se încheie fie la epocile legale, fie la datele specificate în contract, fi la voința creditorilor. Dacă în urmă continuă între părți, se naște un nou contract.

„Ipoteca ce garantează un cont curent nu-și produce efectele ei decât pentru achitarea soldului debitor ce se constată la încheierea contului, iar dacă ipotetic soldul constatat a fi creditor ipoteca este fără nici un efect.

„Legea agrară declarând exigibile orice creanțe care ar greva partea expropriată din moșie la 15 Decembrie 1918 a denunțat prin aceasta contul pe aceeași zi de 15 Decembrie 1918 căci ce înseamnă a declara exigibil un cont curent decât a-l denunța? Această denunțare în afară de voința părților fixează soldul debitor al contului pe aceeași zi ca a tuturor datoritorilor cari grevează moșia; acest debit trebuie luat în considerare la distribuirea rentei acordat drept preț pentru porțiunea expropriată din moșie.

„Pentru sumele date în urmă debitorului, după data de 15



Decembrie 1918 se naște un nou cont curent, ipoteca ce le garantează nu mai poate grevă porțiunea expropriată, ea se resfrânge prin efectul legii numai la porțiunea din proprietatea rămasă neexpropriată.

„Așa fiind, suma care se poate considera ca grevând porțiunea de moșie expropriată, este aceea constatată la denunțarea legală a contului prin efectul legii la 15 Decembrie 1918, tot restul creanței rezultând de acordarea de noi credite, nu pot fi garantate decât în moșia rămasă neexpropriată, lichidarea acestor datorii nu poate fi făcută conform disp. legii agrare, cari nu se ocupă de loc cu partea de moșie neexpropriată.

„Tribunalul neluând în considerare aceste principii și hotărînd că creanța Băncii de Scont să fie stabilită pe ziua de 1 Iulie 1923, violează textele sus arătate și principiile cari guvernează contractul de cont curent, comite un exces de putere“.

Având în vedere sentința atacată cu recurs din care rezultă, că intimații Const. și Nicolae Furculescu, în calitate de proprietari ai moșiei Furculești jud. Teleorman, au cerut Primului Președinte al Trib. Teleorman ca, în conformitate cu prevederile din legea agrară, să distribue, pe cale de ordonanță, între diferiții creditori ipotecari, prețul exproprierei acelei moșii consemnat prin două recipise ale Casei de Depuneri, una cu No. 64.909 din 922 de lei 504.500, în rentă de 5 la sută reprezentând 80 la sută din prețul zisei exproprierei, și alta cu No. 65.297 din 922 de lei 7557 în numerar, — reprezentând dobânda de 5 la sută pe semestrele Mai și Noiembrie 1922 la restul de 20 la sută din prețul exproprierei rămas neplătit; că primul Președinte al Tribunalului, prin ordonanța No. 9341 din 923, a dispus, ca, din valoarea recipisei cu No. 64.909 din 922, să se atribue intimătei Alexandrina Repezeanu, coproprietară și dânsa a zisei moșii, 8400 lei valoarea nominală, în rentă de Stat de 5 la sută — cu toate cupoanele — cum și suma de 150 lei în numerar din valoarea recipisei cu No. 65.297 din 922; că restul rentei din recipisa cu No. 64.909 din 922, în valoare nominală de 596.000 lei, să se atribue băncii recurente cu cupoanele de la 1 Mai 1923, iar cupoanele pe semestrele Mai și Noiembrie 1922 ale aceluiași rest de rentă, în valoare nominală de 596.000 lei. — precum și restul de numerar, în sumă de 7427 lei, să se dea intimăților Const. și Nicolae Furculescu; că, în aceiași ordonanță s'a mai dispus a se face mențiune, pe marginea registrului respectiv de descrițiuni, că intimata Luta Paspali, își va mentine asupra părții neexpropriate din zisa moșie, privilegiul constituit prin actul transcris sub No. 2929 din 916, prin care i s'a garantat o rentă anuală de 10.000 lei, în schimbul cesiunii ce a făcut către intimății Const. și N. Furculescu a dreptului ei de uzufruct asupra unei jumătăți indivize din zisa moșie; că, în fine, pentru restul neachitat în rentă, din creanța ipotecară a băncii în sumă de 415.794 lei se va face mențiune pe registrul de inscripțiuni la No. 31 din 918 că ipoteca băncii va continua asupra părții neexpropriate din zisa moșie.

Că banca recurentă a atacat cu apel ordonanța prezidențială, iar Tribunalul admitînd, în parte apelul, a reformat, în parte, această ordonanță în sensul că, din titlurile de rentă atribuite, prin ordonanță, recurenteii bănci se va plăti mai întâi dobânda datorită acesteia de la 1 Iulie 1919 la 1 Iulie 1923, iar restul se va imputa asupra capitalului rămas, după ce mai întâi, din suma de 1.011.514 lei, — care reprezintă cuantumul creanței băncii în ca-

pital și accesorii datorită la 1 Iulie 1923, — se va fi scăzut dobânda datorită; că, în fine, ipoteca băncii, care va continua asupra părții neexpropriate din zisa moșie, va veni în rang după privilegiul intimătei Luta Paspali;

Având în vedere că banca recurentă, a susținut înaintea Tribunalului, în concluziunile scrise și orale, că creanța ei derivă dintr'un cont curent garantat cu ipotecă; că, din această cauză, în specie, ar fi două contracte deosebite, unul de cont curent și altul de ipotecă; că, întru cât legea agrară a denunțat pe ziua de 15 Decembrie 1918, raporturile dintre creancieri având sarcini asupra moșilor expropriate și debitorii lor, urmează că, în specie, numai soldul comptului curent exigibil la data de 15 Decembrie 1918 trebuia luat în considerare pentru distribuirea rentei, ca preț al moșiei expropriate; că, în ceea ce privește sumele datorite băncii ulterior acestei date, ele au a fi lichidate, nu conform dispozițiunilor legii agrare în rentă, ci, conform convențiunii dintre părți, în numerar, iar ipoteca, care le garantează s'ar resfrânge asupra părții neexpropriate din moșie;

Că însă Tribunalul, constatînd, din examinarea și interpretarea sus menționatului contract că, în specie, nu-i decât un singur contract, — și anume acela prin care banca recurentă a deschis intimăților sus menționați un împrumut în cont curent, până la concurența sumei de 1.300.000 lei și avînd ca garanție o ipotecă, — a înlăturat susținerea recurente, pe motiv că aceasta fiind creditoare ipotecară asupra zisei moșii expropriată, în parte, în 1919, este, în prim rînd, creditoare ipotecară asupra sumei consemnată în rentă și numai, apoi, în ceea ce privește soldul neachitat în rentă la 1 Iulie 1923 — data distribuirei pretului exproprierei, — ea urmează, să rămână creditoare ipotecară asupra porțiunii din moșie rămasă neexpropriată;

Având în vedere că banca recurentă se plînge, prin motivul prim de recurs, că Tribunalul judecînd astfel ar fi comis exces de putere, ar fi interpretat rău art. 4 din decretul lege 3681 din 1918, art. 3 din decret lege 3697 din 918 și art. 73, 75 și 76 din legea agrară, ar fi violat art. 370—373 c. com. cum și principiile de drept relative la compt curent și la garanția ipotecară;

Considerînd că legiuitorul agrar fixînd în mod definitiv transmiterea proprietății terenului expropriat asupra Statului la 15 Decembrie 1918, a voit să înlătore orice căi de atac și orice pretențiuni posibile asupra primei exproprierei făcută în temeiul decretului de expropriere, iar, apoi proclamînd indisponibilitatea terenului supus noiei exproprierei, pe baza legii, a voit, să împiedice înstrăinările în surpafete mici făcute cu scopul de a se sustrage expropriării; că, în special, în ce privește sarcinile cum sunt privilegiile și ipotecile, ce grevează pămîntul expropriat, interesele expropriării sunt pe deplin salvagardate prin disp. art. 72 și 73 din lege, potrivit căroră, prin consemnarea pretului, terenul expropriat devine liber de orice obligațiuni și sarcini, cari, cu excepțiunea ipotecilor creditului funciar rural, sunt desființate din chiar ziua expropriării, rămînînd ca pretențiunile creditorilor să se valorifice asupra pretului depus; că, edictînd aceste dispozițiuni, legiuitorul agrar nu mai avea nevoie, să se intereseze de data, la care s'au constituit anumite sarcini, cum ar fi și ipoteca asupra moșilor supuse expropriării, și nici de data



când sumele datorite și garantate, prin aceste sarcini, și cari urmează a fi achitate cu din prețul expropriării au devenit exigibile; că din moment ce legiuitorul a desființat de la data expropriării, și în urma consemnării prețului expropriării, toate sarcinile existente asupra moșiilor expropriate, chiar și pe cele anterioare expropriării, și cunoscut-e de Stat urmează, că n'a înțeles să facă nici o deosebire între ele, cu privire la modalitatea lichidării lor, la distribuirea prețului expropriării;

Că, așa fiind, este cert că asemenea sarcini, indiferent de data constituirii lor, au toată valoarea legală, între părțile contractante, chiar dacă, ulterior decretului de expropriere, și până la data distribuirii prețului expropriării, quantumul creanței garantat prin ipotecă, și lichidabil la data distribuirii prețului expropriării, s'ar fi putut majora prin diferite prestațiuni sau procente legale derivând din contract și cari nu sunt decât executarea unei obligațiuni valabil consințite;

Considerând că, conform art. 75 din legea agrară, numai în ceea ce privește soldul unor asemenea creanțe neachitat cu din prețul expropriării, drepturile creancierilor ipotecari se vor resfrânge asupra părții din moșie rămasă expropriatului, și numai în măsura în care soldul n'a putut fi achitat în rentă, la data distribuirii ei;

Considerând că aceiași soluțiune se impune și în privința ipotecilor constituite asupra moșiilor expropriate, prin care s'au garantat împrumuturi deschise prin compt curent, cari prin efectul legii agrare au devenit exigibile la data de 15 Decembrie 1918 și pentru lichidarea căroră, în lipsa vreunei dispozițiuni derogatorii exprese în legea agrară, nu este nici o rațiune a se decide altfel decât cu atât mai mult, cu cât ipoteca, care garantează un compt curent deschis, fiind un accesoriu al unui contract de compt curent, nu poate fi considerată, — precum se sustine, în mod eronat de către recurentă, — că ar constitui un titlu de creanță deosebit pentru sumele datorate ulterior decretului de expropriere, spre a i se aplica alte norme de lichidare decât cele indicate de legea agrară;

Că această lege fiind de ordine publică și ea nefăcând nici o distincțiune în această privință, urmează că este aplicabilă de o potrivă în toate cazurile de lichidare a sarcinilor ce grevează terenurile expropriate;

Că, deci, cu drept cuvânt, Tribunalul a dispus, în specie, ca creanța ipotecară a băncii recurente să fie achitată în limitele quantumului ei de la data 1 Iulie 1923, — când s'a distribuit prețul expropriării, cu din prețul moșiei expropriate și în rentă, fără a face vre-o distincțiune între sumele datorite până la 15 Decembrie 1918 și cele datorite ulterior acestei date;

Că judecând astfel, Tribunalul a făcut o justă aplicare a art. 75 din legea agrară, n'a comis nici un exces de putere, n'a violat și nici n'a interpretat gresit datele și principiile arătate în motivul întâiu de recurs care, deci, e neîntemeiat.

*Având în vedere motivul al doilea de recurs astfel formulat:*

„Rea interpretare și violare a art. 75 și 76 din legea agrară și art. 1750 și 1722 din c. civ., nemotivare.

„Primul Președinte al Trib. Teleorman, prin ordonanța sa prezidențială cu No. 9341-923 constată că, asupra moșiei Furculești proprietatea d-lor C. și N. Ionescu Furculeșcu, pe lângă

creanța Băncii există încă două sarcini și anume: Ipoteca d-nei Zoe Păucescu pentru suma de 25.000 lei, o rentă anuală de 10.000 lei în favoarea d-nei Luța Paspali, sarcini ambele cu rang anterior ipotecei Băncii de scont.

„În instanța de apel, între termenul de judecată 7 Februarie 1924 și un alt termen anterior, cel dela 20 Decembrie 1923, creditează Zoe Păucescu radiază ipoteca sa declarând că ar fi fost achitată, or d-na Luța Paspali declară, că înțelege, ca renta sa viageră de 10.000 lei, să fie garantată în restul moșiei neexpropriate. Față cu aceste declarațiuni Tribunalul alocă întreaga rentă, rezultată din expropriere numai Băncii de Scont a României afirmând, fără a motiva cu nimic că, prin aceasta, nu sunt prejudiciale interesele Băncii de scont.

„Am arătat Tribunalului, că, în conformitate cu disp. art. 75 din legea agrară, sarcinile ipotecare trebuiesc plătite după rangul lor și în mod proporțional în rentă de expropriere și că, deci, urma să se plătească întâi partea din ipoteca de lei 25.000 a d-nei Zoe Păucescu, apoi, să se consemneze partea cuvenită la suma de lei 200.000 nominal în rentă pentru a asigura renta viageră a d-nei Luța Paspali și numai restul, ce ar prisosi, să se atribue Băncii de Scont în contul creanței sale și în limita sumelor datorate la 15 Decembrie 1918.

„Renta decurgând din expropriere trebuie, să fie distribuită între creditori proporțional cu creanța lor, debitorul nu poate nici direct nici indirect, să avantejeze pe unii creditori în dauna celorlalți. Ori este evident, că atât radierea ipotecei D-nei Zoe Păucescu, cât și declarația d-nei Luța Paspali sunt făcute în dauna drepturilor noastre de creditori, căci așa ni se alocă o sumă de rentă mult mai mare. Admițând acest mod de a vedea Tribunalul violează disp. art. 75 și 76 din legea agrară precum și disp. art. 1750 și 1722 din c. civ. care asimilează garanția unei rente viagere ori cărei alte sarcini obișnuite, grevând moșia“.

Având în vedere că, din cuprinsul sentinței atacate cu recurs se mai constată că asupra moșiei în litigiu mai existau două sarcini cu rang anterior ipotecei Băncii recurente și anume: 1) o ipotecă a intimitei Zoe Păucescu, care garanta o creanță a acesteia de 25.000 lei în contra intimatilor Const. și N. Furculeșcu și 2) un privilegiu garantând intimitei Luța V. Paspali o rentă anuală de 10.000 lei constituită în favoarea ei, că, în cursul instanței de apel, la o dată anterioară pronunțării sentinței atacate, intimata Zoe Păucescu radiază ipoteca ei și declară, că a fost achitată; că, intimata Luța Paspali declară la rândul ei, că își menține privilegiul constituit, prin actul transcris sub Nr. 2929-916, asupra părții din moșia din litigiu rămasă neexpropriată;

Că Tribunalul luând act de ambele aceste declarațiuni alocă întreaga rentă, rezultată din expropriere, numai Băncii recurente.

Având în vedere că recurenta a susținut, că aceste declarațiuni ale intimatelor Zoe Păucescu și L. Paspali sunt inoperente și că, și ele, urmează să primească dreptul lor, proporțional, cu din renta consemnată drept preț al terenului expropriat; iar azi prin motivul II de recurs, pretinde ca, Tribunalul atribuindu-i toată renta, rezultată din expropriere, ar fi violat art. 75 și 76 din legea agrară, art. 1750 și 1722 din codul civil și nu și-ar fi motivat sentința în această privință;

Considerând că, prin art. 75 din legea agrară reglementându-se modul de lichidare al creanțelor privilegiate și ipotecare asupra moșiei expropriate, se prevede, prin derogare de legi și convenția părților, — în ceea ce privește creanțele particularilor, — că privilegiile și ipotecile, cari garantează aceste



creanțe rămân de drept desființate, în întregul lor, deasupra porțiunii expropriate și că drepturile acestor creditori se resfrâng asupra părții rămasă expropriatului, numai pentru creanța ce ei ar mai avea de primit, după ce, în prim rând, ar încasa numerariul sau titlurile de rentă cuvenite expropriatului;

Că de aci, cât și din economia legii, mai rezultă, că renta ca și numerariul decurgând din expropriere trebuie, să fie distribuită între creditori, proporțional cu creanța lor, fără ca debitorul, în înțelegere cu unii din acești creditori, să poată în mod direct sau indirect, să-i avantajeze pe aceștia în dauna celorlalți.

Că, așa fiind, radierea unei ipotece consimțită de către unul din creditori din categoria susmenționată, în urma achitării de către debitor, în numerar, a creanței sale, cum și consimțirea debitorului de a acorda vre-unuia din acești creditori un privilegiu asupra porțiunii neexpropriate pentru garantarea unei creanțe, care, anterior exproprierei, era garantată de un privilegiu, care greva și partea expropriată, este contrară spiritului susmenționatului text de lege, de oarece prin acest procedeu sustragându-se, unii din creditorii ipotecari sau privilegiați, dela obligațiunea impusă lor de legea agrară de a primi și titluri de rentă pentru plata creanței lor, s'ar aduce — contrar intențiunii legiuitorului, — un prejudiciu celorlalți creditori privilegiați sau ipotecari, cari, din această cauză, s'ar vedea obligați a primi un număr mai mare de titluri de rentă depreciată decât cel cuvenit lor proporțional cu numărul tuturor creditorilor;

Că, așa dar, Tribunalul luând act de declarațiile susmenționate ale intimatelor Zoe Păucescu și L. Paspali și atribuind Băncii recurente thată renta rezultată din exproprierea moșiei din litigiu fără a tine seamă de obiecțiunea ce a formulat, că această rentă urma să fie distribuită proporțional și cu creanțele acestor două intimate, a violat și a interpretat greșit art. 75 și 76 din legea agrară;

Că, deci, motivul II de recurs este întemeiat și ca atare recursul câtă a fi admis pe temeiul acestui motiv de recurs, fără a se mai discuta și motivul ultim de recurs la care partea recurentă a renunțat.

Pentru aceste motive, Curtea admite recursul, etc.

NOTA. — I. *Situațiunea creditorilor ipotecari, rămași în tabloul de ordine în urma retragerii creditorilor care au consimțit să proroge scadența pe 10 ani.* — Vom începe analiza prezentei decizii cu cea de-a doua chestiune solutionată de Curtea de Casație, referitoare la situațiunea creditorilor ipotecari și privilegiați, rămași în tabloul de ordine pentru împărțirea rentei, în urma declarațiunei făcute de alți creditori, care acordând o păsuire de plată pe 10 ani debitorului, își rezervă, conf. art. 76 al. 4 din legea agrară, dreptul ca să primească plata în numerar, continuând a rămâne garanța ipotecar în restul moșiei neexpropriate.

Pot fi oare acești creditori, obligați să primească în plată și partea de titluri de rentă ce se cuvenea creditorilor, care au convenit la prelungirea exigibilității creanței pe 10 ani?

Înalta Curte se pronunță, cu drept cuvânt, pentru soluțiunea negativă, statuând că din economia legii agrare rezultă că atât renta cât și numerarul să fie distribuite între creditori *proporțional* cu creanța

lor, fără a se putea îngădui debitorului ca, în înțelegere cu alți creditori, să avantajeze pe aceștia în dauna celorlalți.

Ar fi, în adevăr, inadmisibil, din punctul de vedere al principiului relativității contractelor, care mărginește efectele juridice ale unei convențiuni numai față de părțile care au încheiat-o, ca o asemenea prorogare a scadenței să se poată repercuta, prin urmările ei, asupra unui terțiu, în privința căruia acest aranjament constituie un *res inter alios*.

A da altă interpretare textului art. 76 al. 4, ar fi să se permită debitorului și unora dintre creditori să poată face mai rea, prin faptul și voința lor, situațiunea celorlalți creditori ipotecari și privilegiați.

În afară de aceasta, dispozițiunea plății în rentă, cu modalitatea proporționalității, constituind o excepțiune la principiul general că achitarea creanțelor se face în moneda convenită, este de cea mai strictă interpretare, cu toate excepțiunile, astfel încât creditorul rămas în tablou nu poate fi obligat să primească, în titluri de rentă, o sumă mai mare decât cea determinată de lege.

Acest punct de drept nu face nici o îndoială. Pentru toate amănuntele în legătură cu această chestiune, ne referim la monografia noastră *Plata Prețului Exproprierei*, publicată în *Curierul Judiciar* No. 7 din 1923.

II. *Enunțarea primului punct de drept din decizia Curței de Casație. Modul în care se lichidează sumele primite în cont curent de debitori, posterior datei de 15 Dec. 1918.* — Prin primul punct al deciziei, Curtea de Casație a căutat să statornicească norma lichidării creanțelor ipotecare, ce grevau moșiile expropriate, în cazul când aceste creanțe derivă dintr'un cont curent.

Curtea de Casație, confirmând ea juridică soluțiunea Tribunalului, stabilește principiul că datorile ce rezultă dintr'un cont-curent garantat cu ipotecă se lichidează, ținându-se seama de cuantumul creanței în momentul când se distribue prețul exproprierei, iar nu după cuantumul existent la 15 Dec. 1918, când terenul expropriat a trecut în patrimoniul Statului, iar conturile curente au fost denunțate în baza art. 76 legea agrară.

Înalta Curte crede și hotărăște că nu trebuie să se facă nici o deosebire între sumele datorite până la 15 Dec. 1918 și cele datorite ulterior și că urmează să se atribue creditorului ipotecar, ca plată, pentru întreaga datorie, numai titluri de rentă.

III. *Deosebirea între contractul accesoriu de garanție al ipotecei și creanța garantată.* — În sprijinul argumentării sale, Curtea de Casație spune că *ipoteca care garantează un cont-curent nu poate fi socotită ca un titlu de creanță deosebit pentru sumele trecute în contul curent posterior exproprierei*. Per a contrario ipoteca este un titlu de creanță pentru sumele ridicate înainte de expropriere.

Din această argumentare, se desprinde concluziunea că se atribue titlul și calitatea de creanță înseși ipotecei.

Credem că ne găsim, în fața unei confuziuni, de oarece titlul de creanță nu este ipoteca, ci contul-curent.

Ipoteca este un contract real de garanție, cu caracter accesoriu care consolidează dreptul de creanță, al cărui fundament și geneză e contractul principal de cont-curent. (*Baudry-Lacantinerie et Loynes*, XXVI p. 1 și 9).



Dacă creditorul ipotecar, care, în speță, a dat bani după 15 Dec. 1918, a pretins să fie achitat în numerar, această pretențiune se întemeiază pe împrejurarea că, în urma denunțării legale a contului curent, s'a încheiat între părți un alt contract, cu totul deosebit de cel anterior.

IV. *Denunțarea conturilor curente în baza art. 76 legea agrară și efectele acestei denunțări.* — Prin faptul că art. 76 din legea agrară declară ajunse la scadență, *deci exigibile*, creanțele privilegiate și ipotecare, s'a decretat în privința conturilor curente o adevărată denunțare forțată, conform principiului din art. 373 c. com., care hotărăște că, între alte cauze de stingere a contului-curent, acest contract este de drept desființat prin scadența termenului.

Efectele acestei denunțări forțate sunt că încheierea contului-curent s'a operat ipso jure la data de 15 Dec. 1918 și că soldul final s'a divizat în două părți distincte.

Prima parte a soldului, care este egală cu valoarea inscripțiunii ipotecare constituie o creanță ipotecară cu dobânzile până la data depunerii prețului, iar partea care excede valoarea inscripțiunii este o creanță chirografară.

Denunțarea legală a conturilor curente la data de 15 Dec. 1918 este echivalentă în drept cu acele convențiuni de deschidere de credit în cont-curent în care părțile au determinat nu numai suma pentru care creditul este deschis, dar și epoca în intervalul căreia convențiunea va fi aplicată.

Doctrina susține că în asemenea convențiuni, ipoteca nu poate fi invocată decât pentru plata soldului stabilit la data convenită.

Operațiunile ulterioare, urmate între corentiști, sunt operațiuni cu totul noi, de care ipoteca constituită este cu desăvârșire streină. (*Baudry-Lacantinerie et Loynes*, XXVI No. 1283, p. 395).

Astfel fiind, creditorul ipotecar nu ar putea invoca această calitate spre a obține plata cu preferință a sumelor date în urma prorogării contului-curent, posterior închiderii celui vechiu, chiar și în cazul când aceste sume adăugate la soldul deja stabilit nu ar depăși valoarea inscripțiunii ipotecare. (*Baudry-Lacantinerie et Loynes*, loc. cit.; *Aubry et Rau*, III, ed. 5-a p. 282; *Guillouard*, II, No. 1034).

Creditorul — spune *Baudry-Lacantinerie* — nu poate invoca pentru aceste din urmă sume calitatea de creditor ipotecar, de oarece prorogarea contului-curent ar putea să prejudicieze terților, față de care el nu se poate prevala de preferință, ce rezultă în favoarea sa din ipotecă și pentru sumele cu care soldul contului s'a mărit în urmă. (*Baudry-Lacantinerie*, XXVI p. 395-396; *Aubry et Rau*, op. cit. p. 477; *Guillouard*, op. cit. No. 1034).

Situațiunea creditorilor care au dat bani după 15 Dec. 1918 prezintă două laturi în care poate fi privită :

a) Sau că ipoteca, ca un contract accesoriu, s'a stins pe cale de consecință odată cu denunțarea contractului principal de cont-curent, și în acest caz sumele primite de debitor au caracterul unei creanțe chirografare, care se lichidează, conform dreptului comun, în afară de prevederile legii agrare ;

b) Sau că operațiunile corentiștilor au continuat și în acest caz ne găsim în fața unui nou contract de cont-curent, fundamental distinct de cel dintâiu, și al cărui sold debitor nu poate fi lichidat conform legii agrare, de oarece creanța rezultată dintr'insul

este o creanță nouă, ce nu există la data de 15 Dec. 1918.

În drept strict, creanțele ipotecare în cont-curent asupra moșiilor expropriate, nu ar fi putut fi lichidate prin titluri de rentă, dacă nu intervenea această denunțare forțată a conturilor-curente (1).

În adevăr, este de principiu că până la sfârșitul contractului de cont-curent nu există, în favoarea unuia sau altuia dintre corentiști, o creanță sau o datorie, ci numai simple rimeze, adică articole de credit și debit care se confundă cu complexul indivizibil al operațiunilor.

Numai la închiderea contului, prin stabilirea soldului final, se poate ști creanța, pe care unul dintre corendenți o are contra altuia.

V. *Limitarea efectelor denunțării conturilor curente numai în interesul exproprierii.* Formarea unor noi conturi curente adiționale. — Legiuitorul agrar a denunțat contul-curent numai în interesul exproprierii și pentru lichidarea datoriilor existente în momentul exproprierii.

El nu a interzis părților să alcătuiască un nou cont-curent ca efect al angajamentului lor anterior.

Și dacă părțile au continuat operațiunile, s'a creat, prin aceasta o situațiune juridică, ca rezultat al voinei lor contractuale, situațiunea sinonimă cu un nou raport similar de drept.

Nici un principiu de drept nu se opune ca părțile să continue operațiunile lor și ceva mai mult chiar, să treacă soldul vechiului cont-curent în contul cel nou, care va fi garantat cu ipoteca deja constituită. (*Lyon-Caen et Renault, Traité de dr. comm.*, IV, ed. 4-a No. 852 p. 721; *Vivante*, IV, ed. fr. No. 1755 p. 319; *Cas. fr.* 29 Dec. 1880, *Dalloz* 1881, I, p. 54).

În acest caz partea vechiului sold ce depășea inscripțiunea ipotecară este substituită vechii creanțe ipotecare, lichidată în temeiul legii agrare, și urmează a fi garantată ipotecar.

S'a susținut, de o parte a doctrinei, că legătura dintre siguranța reală a ipotecei și dreptul de creanță este atât de indisolubilă, încât ar fi juridicește imposibil a le separa, în scopul de a afecta ipoteca la garanția unei alte creanțe (*Aubry et Rau*, III, ed. 5-a p. 746; *Laurent*, XXXI, No. 324-325).

Această concepțiune este combătută, în mod strălucit de *Baudry-Lacantinerie*, care o găsește în contradicție cu textul art. 1134 c. civ. (1278 c. c. fr.).

„În adevăr, novațiunea este unul din modurile de stingere al obligațiunilor. Odată cu obligațiunea stinsă, dispar și privilegiile și ipotecile care erau accesoriul ei. Acest principiu rațional este consacrat de art. 1134 c. civ.

„Legea, însă, permite părților să deroge, autorizându-le să poată transfera prin convențiunea lor vechile siguranțe reale pentru garantarea unei obligațiuni noi.

„Creditorul nu va mai exercita vechiul drept de creanță, care s'a stins, ci numai privilegiile și ipotecile ce supravețesc vechiei obligațiuni.

„Acele privilegii și ipoteci sunt afectate datoriei celei noi, al cărei accesoriu dev n. Acest rezultat este obținut prin voinea părților.

„Acea ce părțile pot face printr'o novațiune, pot să facă prin orice altă convenție, sub imperiul unei legislațiuni, în care libertatea convențiunilor nu cunoaște altă limită de cât ordinea publică, bunele moravuri și dispozițiunile prohibitive ale legii.

1) Dec. Nr. 1210 din 3 Dec. 1923 și Nr. 1083 din 13 Iunie 1924, publicată în *Pandectele Române* Nr. 9-1924, p. 240.



„Această soluțiune, întemeiată pe textul legii, este în perfectă concordanță cu principiile.

„Art. 1746 c. c. (2114 c. c. fr.) arată că ipoteca este un drept real; ea este, deci, distinctă de creanța garantată, care e un drept personal.

„Prin urmare, ea poate fi privită în ea însăși și să fie izolată de creanță a cărei plată o asigură, fără ca vre-un principiu să se opună ca transmiterea ei să facă obiectul principal și direct al unei convențiuni.

„Spre a se decide altfel, ar trebui un text prohibitiv, care nu există”. (*Baudry-Lacantinerie et Loynes*, XXVI, nr. 905 p. 13-14, *Guillouard*, IV, nr. 1697 și 1732; *Planiol*, II, nr. 3458; *Cas. fr.* 31 Ian. 1883, *Sirey*, 1884, I, p. 321; *C. Apel Toulouse*, 29 Febr. 1892, *Sirey*, 1893, II, p. 105).

Spre a hotărî că creditorii ipotecari a căror creanță a luat naștere după 15 Dec. dintr'un nou cont-curent trebuie să primească în rentă întregul sold existent în momentul distribuirii prețului, Curtea de Casație afirmă că este vorba de una și aceeași datorie, constatată anterior și garantată prin înscripțiunea ipotecară.

Aceiași confuziune între titlul de creanță și siguranța reală a ipotecei sau în cel mai bun caz aceeași confuziune și identificare greșită a două contracte și două titluri de creanță deosebite, a mai avut loc și în alte două deciziuni anterioare (2).

Legea agrară nu poate fi aplicată la lichidarea creanțelor născute după 15 Dec. 1918.

Prin dispozițiunea plăței creditorilor ipotecari și privilegiați în titluri de rentă s'a impus și acestei categorii de creditori o parte din efectele și sarcinile exproprierii.

În acest scop, a edictat dispozițiunea din art. 76 potrivit căreia creanțele ipotecare și privilegiate, ce grevau porțiunea expropriată la 15 Dec. 1918, devin exigibile la această dată, stabilind astfel o strânsă corelațiune între faptul exproprierii și obligațiunea creditorilor de a primi titluri de rentă în loc de numerar.

Textul art. 76 este categoric: creanțele devin exigibile la 15 Dec. 1918, iar dobânzile pentru viitor, adică până în momentul depunerii prețului de către Stat se reduc la 6 la sută.

Un argument de text, care nu poate fi înlăturat, vine, deci, în sprijinul tezei că cuantumul creanței se stabilește la 15 Dec. 1918, și că sumele primite ulterior de datornic nu mai pot fi supuse regimului excepțional de lichidare, prevăzut de legea agrară.

Aceste sume nu erau datorite la data exproprierii spre a fi lichidate în legătură cu normele și principiile ei.

Nu este de admis, că în urma exproprierii care a fost hotărâtă de Constituantă din 1917 în spiritul că creditorii ipotecari și privilegiați să fie achitați în rentă, aceștia să mai fi consimțit a acorda credite, a căror achitare urma să se facă în rentă.

Interpretarea dată de suprema instanță acestei situațiuni speciale este o aprobare fățișă a procedurii incorecte a acestor debitori, care încasau numerar cu rezerva mentală ca la adăpostul ergotării textelor să facă plata în niște efecte care nu echivalau în fapt cu o adevărată plată.

Dacă legea ar fi înțeles ca debitorii să plătească în rentă și aceste sume, ar fi spus-o formal.

VI. Caracterul excepțional al plăței în titluri de rentă. — Dispozițiunea plăței în rentă constituie

o excepție la principiul general de drept că plata se face în moneda arătată în contract și că nu se poate impune creditorului să primească, în locul sumei împrumutate, efecte publice ori private, cambii, cekuri sau warante.

Într'un cuvânt, trebuie să fie o identitate între cele două prestațiuni: ale împrumutatorului și împrumutatului. (*Alexandresco*, VI, pag. 490 și urm., IX, p. 688 și urm.; *Colin et Capitant*, II, p. 79-80; *Aubry et Rau*, IV, ed. 5-a p. 258; *Laurent*, XVII, p. 556).

Această interpretare duce la rezultatul că se atribue titlurilor de rentă o valoare liberatorie chiar și pentru alte categorii de creanțe decât acele ce existau în momentul exproprierii, transformându-se aceste titluri într'o adevărată monedă fiduciară.

După teoria Inaltei Curți, dacă Tribunalul competent a distribui renta ar fi întârziat sau neglijat să întocmească tabloul de ordine timp de câțiva ani, suma ce ar fi trebuit să primească creditorul în rentă ar fi cea stabilită în momentul facerii tabloului.

Această consecință posibilă, duce prin ea însăși la înlăturarea teoriei formulate prin deciziunea ce adnotăm.

Atunci când art. 76 legea agrară spune că devine exigibilă pe ziua de 15 Dec. 1918 partea de creanță plătită în rentă nu se poate, în mod rațional, concepe această exigibilitate decât numai pentru creanța ce exista atunci.

Cum o să devină exigibilă o creanță la o dată când nici nu există?

În speță, cum o să calculăm în totalitatea soldului format la data închiderii contului-curent niște sume, care au fost primite posterior acestei date?

Îmbrățișând această teorie și urmărind ultimile ei consecințe logice, ar trebui să decidem că acest saldo, alcătuit din sumele primite de debitor după decretarea exproprierii, produce dobânzi încă dela 15 Dec. 1918, conform principiului admis în doctrina comercială că soldul este producător de dobânzi, de plin drept. (*Lyon-Caen et Renault*, op. cit., No. 852 p. 720).

Ultima parte a al. III art. 76 l. agrară, constituie încă un argument, în contra soluțiunei dată prin această deciziune; argument căruia Inalta Curte îi rămâne datoare cu un răspuns:

Să nădăjduim că cu prilejul unui alt recurs similar, această obligațiune nu va rămâne în suferință.

Găsim, în adevăr, în al. III al art. 76 următoarele: „Tot în rentă, socotită astfel (adică valoare nominală, drept valoare reală) se vor achita de debitor orice dobânzi datorate până în ziua consemnării”.

Textul vorbește de dobânzi datorate pentru un interval, al cărui punct de plecare este data de 15 Dec. 1918, și al cărui sfârșit este data consemnării prețului.

Vedem, deci că aceste dobânzi se socotesc la un capital stabilit anterior consemnării prețului, iar data acestei consemnări nu este luată în considerare de lege pentru fixarea cantumului datoriei ei numai spre a pune capăt curgerii dobânzilor.

VII. Situațiunea ipotecilor ce garantează conturile curente, sub raportul naturii lor, a formării raportului de creanță și a rangului atribuit înscripțiunii. — Problema dedusă în judecata Curței de Casație pune încă în discuțiune o importantă chestiune de drept și anume care este situațiunea ipotecilor ce garantează un cont-curent sub raportul naturii a-

2) Dec. nr. 1210 din 3 Dec. și nr. 1083 din 13 Iunie 1924, publicate în *Pandectele Române* nr. 9-1924 p. 240.



cestor ipotecei, a formării raportului de creanță și a rangului atribuit inscripțiunei.

Am spus că ipoteca este un drept real, accesoriu, a cărui existență nu poate fi valabil concepută fără existența unui drept principal de creanță.

Acest principiu nu exclude posibilitatea ca dreptul de ipotecă să iea naștere și să devină opozabil terților mai înainte de nașterea creanței.

O simplă creanță viitoare, condițională sau chiar eventuală este suficientă pentru valabilitatea ipotecei.

Pentru valabila constituire a unei asemenea ipotecei este de ajuns să se menționeze în inscripțiune termenul sau condițiunea, de care depinde realizarea creanței (*Baudry-Lacantinerie et Loynes*, XXVI, No. 1286, p. 399-401; *Alexandresco*, X, pag. 547, 599 și 614; *Aubry et Rau*, III, ed. 5-a, No. 266; *Thaller*, ed. 3-a p. 1619; *Lyon-Caen et Renault*, op. cit. p. 627, No. 728).

Această soluțiune este tradițională, fiind admisă și în dreptul roman.

S'a spus, cu drept cuvânt, că ipotecile ce garantează soldurile debitoare ale conturilor curente prezintă particularitatea că iau naștere mai înainte de a se fi născut creanța, având astfel un caracter condițional în sensul că ipoteca va fi socotită inexistentă dacă partea în favoarea căreia s'a luat inscripțiunea nu va avea un sold creditor la epoca închiderii contului-curent. (D-l N. Miteșcu, într-o interesantă adnotare făcută în *Pandectele Române*, No. 9 din 1924 sub deciz. Cas. I No. 1083 din 1924 p. 236-240).

Această ipotecă este o înștiințare făcută terților, spre a-i preveni de existența dreptului de prioritate a corentistului creditor și spre a evita surprinderile și face imposibile actele de rea credință ale corentistului creditat. (*Lyon-Caen et Renault*, op. cit. No. 729 p. 628).

Dacă ipoteca are rang din ziua inscripțiunei, aceasta nu însemnează ca și momentul formării creanței poate fi dus la o epocă mai mult sau mai puțin îndepărtată înapoi.

S'a dat ipotecei, care garantează un cont-curent, un rang și i s'a atribuit efecte valabile mai înainte de formarea creanței pentru motive de utilitate practică.

Dacă ar fi să ne oprim la teoria, susținută de Toullier, Merlin și Troplong și părăsită azi de toată doctrina, ar trebui să nu se atribue ipotecei decât numai rangul din ziua când corentistul creditat a ridicat banii.

O asemenea ipotecă ar fi — după cum foarte bine arată Aubry et Rau — nesigură, iluzorie și adânc păgubitoare pentru creditul public, de oarece ar fi primată, de toate celelalte ipotece, consimțite de debitor între data primei inscripțiuni care garantează contul curent și data când corentistul a început să utilizeze creditul.

Dar în afară de această considerațiune, teoria aceasta ar fi contrară principiului de indivizibilitate al contului curent, care se opune la divizarea contului în diferitele elemente din care este alcătuit.

Rimezele înscrise în cont nu pot fi luate și privite în mod individual. Numai soldul contului constituie adevărata creanță.

Dacă ar fi să luăm fiecare rimeză debitoare în parte, ar trebui să ajungem la concluziunea că ipoteca are atâtea ranguri câte rimeze succesive sunt. (*Baudry-Lacantinerie et de Loynes*, XXVI, No. 1286 p. 399).

Considerațiunile de mai sus, ne autoriză, credem, să nu împărtășim părerea Inaltei Curți asupra felului în care se lichidează sumele primite de debitori posterior exproprierei.

Avem convingerea că s'a dat în speță o soluțiune utilitară, spre a se înlătura neajunsul de care vorbește dictonul: *excès de justice, excès d'injustice*.

Recunoaștem că situațiunea marilor proprietari, în urma exproprierei, este destul de precară.

Această împrejurare nu poate îndreptăți însă instanțele judecătorești să atenueze printr-o interpretare omenească și bine-voitoare spiritul aspru al unei legislațiuni excepționale din toate punctele de vedere.

Știm cu toții că reforma agrară, care era o mare și urgentă necesitate socială, s'a alcătuit, cu cele mai bune intenții de altfel, pe baze cu totul contrarii echității.

S'a luat din patrimoniul marelui proprietăți, pe prețuri de nimic și în condițiuni care sunt sinonime cu o confiscățiune violentă, averi considerabile spre a fi trecute în mâinile clasei țărănești, care dacă a cerut, cu drept cuvânt, ca ea să fie stăpâna pământului muncit de dânsa, nu a solicitat, însă, nici odată, ca această transmitere de patrimonii să se facă în condițiuni injuste pentru cei deposedați.

Cum în materie de reforme sociale, pofta vine mâncând, iar politica de spră-licitație constituie o tactică obicinuită, nu este de mirat că programul politic al unui tânăr partid conține reforma exproprierei integrale, și nu ar trebui să ne surprindă dacă acest punct de doctrină va fi complectat cu abolirea dreptului de proprietate sub toate formele.

Negativismul distructiv al comunismului găsește, astfel, un precedent, o bază și o justificare.

Massele au primit o dezolantă lecțiune de civizm, arătându-li-se că situațiunile și drepturile se pot dobândi fără sacrificii echivalente.

În lumina tuturor acestor împrejurări, apar, ca admirabil îndreptățite, vorbele rostite de curând în parlament de unul din cei mai mari oameni politici pe care i-a avut neamul nostru, în sensul că succesul revoluționarilor nu stă atât în tăria celor care asaltează ordinea existentă cât mai mult în spiritul timorat și slăbiciunea celor chemați să înfrunte atacul.

Ordinea de drept, distrusă sau tulburată, nu uită nici odată să se răzbune.

Ea are ceva din puterea elementară a naturei, înăbușită în tendințele și expansiunea ei către formele de manifestare și de vicăie spre care o îndrumază legile unei armonii nepătrunse, inezisabilă pentru ochii și spiritul nostru.

TRAIAN ALEXANDRESCU

Fost Prim-președinte de tribunal

Avocat

## INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I COMPLECT CHIRII

Audiența dela 21 Octombrie 1924

Președinția d-lui GR. ȘTEFĂNESCU, Consilier

Nemeth Lascu cu Răducan Vasilău

Decizia No. 1775

Chirii. Competință. Acte și alte probe de fapt invocate de chiriaș pentru a dovedi, în stabilirea competenței, că, chiria plătită de el este mai mare. Nediscutarea lor. Omisiune esențială.

Odată ce chiriașul, pentru determinarea compe-



*tinței instanței, invoacă acte și împrejurări de fapt din cari rese că chiria plătită de dânsul este, în realitate, mai mare ca cea prevăzută în contract, instanța de fond comite o omisiune esențială dacă nu discută aceste probe de fapt.*

Curtea,

Ascultând pe d-nii avocați C. Vasilescu și P. Sadoveanu în dezvoltarea motivelor de casare și pe d-l avocat I. S. Codreanu în combateri și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Nemeth Lascu contra sentinței No. 781 din 924 a Trib. Ilfov S. II-a, dată în proces cu Răducanu Vasiliu pentru reziliere de contract și evacuare.

*Văzând motivul I de casare astfel formulat :*

„Omisiunea esențială. Am invocat în fața onoratului Tribunal o serie întreagă de acte din cari rezultă că chiria ce am plătit era de 2400 lei pe an, că această plată o făceam în înțelegere cu proprietarul, care singur recunoaște după cum rezultă din procesul verbal de impunere, că aceasta era chiria.

„Tribunalul trece peste toate aceste acte și fără să le discute sau să le înlăture, omițând de a se pronunța asupra lor, declară că nu aveam drept de apel, ci de recurs, stabilind acest lucru după chiria ce rezultă din contractul de închiriere. Ori știut este că în prezent, în cele mai multe cazuri această chirie nu corespunde cu ceea ce se plătește în fapt și eu am dovedit cu actele depuse că plăteau nu 1800 lei, ci 2400, astfel că dacă Tribunalul nu ar fi omis să se pronunțe asupra dovezilor aduse de mine, nu ar fi căzut în această eroare de a decide că nu aveam dreptul de apel“.

Având în vedere sentința supusă recursului din care rezultă că, intimatul în calitate de proprietar întreprind acțiune în contra recurentului, pentru a se constata încetată prelungirea legată a contractului acestuia, de oarece are nevoie de extindere în încaperile închiriate, această acțiune a fost admisă de Judecătoria de Ocol; că, chirișul atacând cu apel cartea de judecată, Tribunalul constată în primul rând că, recurentul nu putea uza de calea apelului, întrucât contractul prevede chirie anuală de 1800 lei și ca atare, conform legii judecătorilor de Ocoale din 1921, sub imperiul căreia s'a introdus cererea de apel, cartea de judecată nu putea fi atacată decât cu recurs la Tribunal; că, în urmă constată și motivează Tribunalul, chiar dacă cererea de apel ar fi considerată ca cerere de recurs, ea este insuficient timbrată pe 240 lei, și de oarece, partea nu se află la primul termen de înfățișare și deci nu mai era în drept de a achita taxele legale și amendă respectiva, îi anulează pe această considerațiune recursul;

Având în vedere că prin întâiul motiv de casare se critică sentința Tribunalului pentru omisiune esențială, imputându-se instanței de fond că, deși s'a invocat o serie întreagă de acte din cari rezultă că, chiria reală era mai mare de 2000 lei anual, totuși Tribunalul omite a se pronunța asupra lor;

Considerând că, este constant că în sprijinul susținerii sale recurentul s'a referit la certificatul percepției fiscale prin care se constată că, imediat ce proprietarul a refuzat a-i primi chiria, i-a consemnat suma de 200 lei lunar, ceea ce face 2400 lei anual; că, de asemenea s'a mai referit la cererea ce a făcut pentru suspendarea executării în urma introducerii recursului de față, cum și la procesul-verbal în care proprietarul a fost impus la venitul

de 2400 lei anual la apartamentul închiriat; că însă Tribunalul omite, a discuta aceste dovezi;

Considerând că, omisiunea imputată Tribunalului este esențială și de natură a trage casarea sentinței date, de oarece odată dovada făcută că, chiria anuală reală trece de 2000 lei, chirișul era în drept conf. disp. legii judecătorilor de Ocoale din 1921, să atace cu apel cartea de judecată a primei instanțe; iar această dovadă reeșea complect din interpretarea cuprinsului actelor prezentate și a împrejurărilor la care el se referă;

Că deci apelul fiind admisibil motivul întâiu de casare devine fondat și în consecință recursul are a fi admis fără a se mai discuta motivul al doilea, relativ la timbru, care devine inutil, iar pricina urmează a se trimite Tribunalului, potrivit art. 37 din legea chiriilor spre a o judeca în fond.

Pentru aceste motive Curtea în virtutea legii, admite recursul, casează și trimite afacerea să se judece din nou în fond de acelaș Tribunal.

NOTA. Deciziunea mai sus reproducă a Inaltei Curți de Casație, nu înfățișează, din punctul de vedere al speței rezolvate nici un fel de importanță, e vorba de o simplă omisiune esențială săvârșită de instanța de fond, — omisiune datorită căreia se ajunsese la o soluție vădit eronată în materie de competență. — Observăm însă că Inalta Curte, voind să înlăture greșala instanței de fond, a depășit ea însăși competența sa atunci când, motivându-și deciziunea, în loc să se mărginească de a constata pur și simplu omisiunea comisă de instanța de fond, a soluționat însăși fondul pricinei, ceea ce nu era în drept a o face.

În exercițiul dreptului său de cenzură Suprema instanță trebuia doar să releveze actele invocate de părți și pe cari tribunalul omisese de a le examina, cu mențiunea că acel examen ar fi fost de natură să schimbe soluțiunea dată. Adausul pe care îl găsim în considerente, că dovada unei chirii anuale reale mai mare de 2000 reeșea complect din interpretarea cuprinsului actelor prezentate și a împrejurărilor la care se referă constituie, fără îndoială, o impietare asupra drepturilor ce erau exclusiv rezervate instanței de trimetere, o prejudecare, ce ar fi de natură să ne emoționeze dacă n'am atribui-o unei simple erori de redacțiune, pe care nădăjduim că nu vom mai avea prilejul s'o relevăm în viitor.

IPER

A apărut în Editura „Curierul Judiciar“ VOL. II din Biblioteca Legilor Uzuale Annotate cuprinzând: CONSTITUȚIA, textul nou din 1923 în comparație cu textul vechiu, comentată și adnotată de avocații Al. Lascarov-Moldovanu și Sergiu D. Ionescu, cu Doctrina, Jurisprudența și Desbaterile Parlamentare în extenso, sub fiecare articol. Volumul, format mare, cuprinde peste 500 pag. fiind însoțit de un Index alfabetic care înlesnește cercetările.

PREȚUL 260 lei exemplarul de lux tipărit pe hârtie velină, și 180 lei exemplarul pe hârtie tipar satinată.

Comandele însoțite de cost, plus 5 lei pentru porto postal re: comandat, se vor trimite pe adresa „Curierul Judiciar“, București, str. Artei 5, lângă palatul justiției.

Depozit General la Agence de Librairie et de publication, str. Lipsanilor 16, de unde librăriile se pot furniza cu toate cărțile ce apar în editura Curierului Judiciar.